

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 459, 1,50 F
JEUDI 18 JUIN 1970



**Le VI^e plan
du
capital**

ENSEIGNEMENT - SERVICE

- **ECOLE DE NOTARIAT DE PARIS** : 127, rue Notre-Dame-des-Champs - 75 PARIS (6^e). 633-05-14.

Cycle normal de cours en deux ans. Cours de formation accélérée avec baccalauréat ou examen d'entrée. Cours de préparation à l'examen de premier clerc. Cours de préparation à l'examen de notaire. Cours de comptabilité notariale et de pratique de la taxe.

Enseignement uniquement oral. Placement à Paris ou en province des étudiants diplômés. Brochure sur simple demande.

- **PREPAREZ LA RENTREE PROCHAINE**

Sans gêner les vacances, sans déranger les familles, sans surcharger les élèves, avec... **LES COURS DE VACANCES TH. RENAUDOT** : 47, rue de l'Abbé-Groult, 75-PARIS (15^e) - Tél. : 842-54-95 (3 lignes). Entretien, révisions, initiations de la 11^e à la terminale et au-delà : D.U.E.L.-D.U.E.S

- **COMPTABILITE OU DACTYLOGRAPHIE**

Permettent d'obtenir des emplois stables et bien payés Notre école, fondée en 1956, tient à votre disposition, dans chacune de ces deux spécialités, une méthode simple, rapide et pratique. Renseignements gratuits et sans engagement sur demande. S'adresser à : Institut Moderne d'Enseignement Pratique, 5, rue Papillon, PARIS (9^e) - Tél. : 770-89-86.

- **LA COMPTABILITE**

Technique de gestion de toutes entreprises et sociétés. Profession lucrative et sans chômage. Ouvre la porte des AFFAIRES et de la réussite. Préparation rapide par correspondance au C.A.P. d'aide-comptable et au B.P. 40 années de SUCCES. Demandez la documentation gratuite à L'ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE (Service T.S.) 21, rue de Constantine, à PARIS (7^e) - Tél. : 551-38-54.

- **DEVENEZ COMPTABLE ON EST BIEN DANS UN BUREAU**

Niveau : le Certificat d'études. En quelques mois, vous pouvez apprendre la comptabilité tranquillement chez vous sans rien changer à vos occupations habituelles. Et puis vous profiterez de notre garantie Caténale qui est gratuite. Demandez le document gratuit n° 4730. Ecrivez : Ecole Française de Comptabilité, 92-BOIS-COLOMBES. Préparation au C.A.P. d'Etat.

- **AUDIO LABO, LABORATOIRE DE LANGUES**

Ouvert toute l'année, AUDIO-LABO permet également l'étude sérieuse de l'anglais pendant les vacances, à PARIS. Les programmes sont personnalisés, établis pour chacun, après une série de tests. Ils s'adressent aussi bien aux étudiants qu'aux cadres, femmes et hommes d'affaires, etc. Travail en cabine individuelle. AUDIO-LABO : 88, rue de Provence, PARIS (9^e) (entre Gale-

ries Lafayette et Printemps). Tél. : 744-27-25. Rens. du lundi au vendredi, de 11 h. à 19 h. 30. Doc. sur demande.

- **LANGUES ET AFFAIRES**

Cours par correspondance de langues étrangères (anglais, allemand, espagnol, italien) spécialement conçu pour le commerce, les affaires et le tourisme (cours de tous niveaux, méthode audio-visuelle). Vous pouvez les suivre chez vous, sans changer vos occupations actuelles. Préparation parfaite aux examens des chambres de commerce et de l'université de Cambridge, au brevet de technicien supérieur traducteur commercial, etc. Nombreux débouchés : commerce international, compagnies aériennes et maritimes, interprétariat, secrétariat multilingue, guides, hôtesse, etc. Doc. grat. N° 796 à : Langues et affaires, 35, rue Collange, 92-PARIS - LEVALLOIS - Tél. : BRO. 81-88.

- **INSTITUT « SUP-SEC »**

Devenez une véritable SECRETAIRE DE DIRECTION. Méthode « Business School ». Ambiance Grande Ecole. Sécurité sociale étudiante. Placement garanti. Cours du jour et par correspondance. Durée des études : trois ans (niveau première) deux ans (niveau terminale). Brochure gratuite T.S.I, sans engagement. SUP-SEC, 4, rue de la Douane, PARIS (10^e) - Tél. : 205-57-74 et 607-69-65.

- **SACHEZ-VOUS AUSSI LA DACTYLOGRAPHIE, SANS EFFORTS, A VOS HEURES...**

Cours audio-visuels accélérés. Nouvelle méthode 100 % française. A une minute de la gare St-Lazare, une école ultra-moderne vous accueille à l'heure qui vous convient... Un poste de télévision personnel, des moniteurs confirmés, quelques heures de cours vous permettent d'atteindre une vitesse de frappe commerciale. Documentation sur demande : ECOLE PALLAS, 105, rue Saint-Lazare, PARIS (9^e) - Tél. : 874-79-84.

- **DESIGNER-STYLIST. MODELISTE, TOILISTE, PATRONNIER-GRADUEUR, DESSINATEUR DE MODE COUPE-COUTURE**

Méthode jeune agréée par le ministère de l'Éducation nationale. Cours à Paris et par correspondance. Préparation aux examens d'Etat. Cours pratiques, cours du soir, cours mixte.

COURS PRATIQUES. Rens. gratuits : Cours Jeoffrin J. Byrs, 28, rue Paul-Valéry PARIS (16^e) - Tél. : KLE. 57-24.

- **COURS DE VACANCES**

Par correspondance fondé sur le « GUIDAGE PERMANENT ». Méthode réduisant l'intervention des parents, notamment dans les classes secondaires, à un simple contrôle. Recommandé aux élèves qui doivent être particulièrement épaulés dans la révision d'une ou plusieurs matières. Conseils personnels de correcteurs spécialisés. Notice gratuite N° C 46 sur demande. PEDAGOGIE MODERNE, 70, rue Michel-Ange, PARIS (16^e) - Tél. : 288-80-54.

(Publi-Information MSB Conseil.)

mouton éditeur

SOCIALISME

□ - **Correspondance entre LENINE et Camille HUYSMANS 1905 - 1914** documents recueillis et présentés par Georges HAUT - préface de Camille HUYSMANS 164 pages - 15 F

□ - **La Deuxième Internationale 1889-1914** par Georges HAUT - préface de Ernest LABROUSSE étude critique des sources, essai bibliographique 393 pages - 56 F

□ - **L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux 1919-1935** par Chiara ROBERTAZZI et Enrica COLLOTTI-PISCHEL essai bibliographique 584 pages - 88 F

□ - **Bureau socialiste international 1 : 1900-1907** par Georges HAUT comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires 438 pages - 77 F

□ - **Karl MARX devant le bonapartisme** par Maximilien RUBEL 164 pages - 13 F

□ - **Aux origines du communisme français 1914-1920** par Annie KRIEGL contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français 2 volumes 995 pages - 56 F

□ - **Le centenaire du «Capital» exposés et entretiens sur le marxisme** 336 pages - 38 F

□ - **Le projet révolutionnaire** par Richard GOMBIN sociologie des groupuscules gauchistes en France 143 pages - 10 F

Vient de paraître □ - **MARX et la pensée scientifique contemporaine** Recueil des contributions sur le rôle de MARX dans le développement de la pensée scientifique contemporaine 612 pages - 89 F

□ - **Auguste BLANQUI** par Maurice DOMMANGET des origines à la révolution de 1848 ; premiers combats et premières prisons 352 pages - 39 F

□ - **La croissance de la C.G.T. 1918-1921** par Annie KRIEGL essai statistique 254 pages - 56 F

□ - **Le Mouvement Syndical en France, 1871-1921** par Robert BRECY essai bibliographique 217 pages - 40 F

SOCIOLOGIE

□ - **Le métier de sociologue** par Pierre BOURDIEU, Jean-Claude CHAMBOREDON, Jean-Claude PASSE- RON Recueil de textes clés sur les thèmes centraux de la recherche 430 pages - 28 F

□ - **Hérésies et Sociétés dans l'Europe préindustrielle XI^e - XVIII^e siècles** présenté par Jacques Le GOFF 484 pages - 67 F

□ - **Naissance d'une hérésie : les adeptes de la pauvreté volontaire au Moyen Age** par Tadeusz MANTEUFFEL 208 pages - 36 F

□ - **Les Sciences de l'homme en France** par Jean VIET tendances et organisation de la recherche 258 pages - 19 F

□ - **Psychologie sociale et expérimentation** par Gérard LEMAIN, Jean-Marie LEMAIN 360 pages - 28 F

□ - **Les étudiants et leurs études** par Pierre BOURDIEU, Jean-Claude PASSERON, collaboration de Michel ELIARD 149 pages - 20 F

□ - **Rapport pédagogique et communication** par Jean-Claude PASSERON, Pierre BOURDIEU, Monique de SAINT-MARTIN 125 pages - 17 F

□ - **Interprétation de l'organisation dans l'industrie** par Alfred WILLENER essai de sociologie du changement 164 pages - 27 F

□ - **Education, développement et démocratie** publié par Robert CASTEL, Jean-Claude PASSERON 268 pages - 18 F

□ - **Les méthodes structuralistes dans les sciences sociales** par Jean VIET 246 pages - 19 F

□ - **Structures élémentaires de la parenté** par Claude LEVI-STRAUSS nouvelle édition revue et augmentée 592 pages - broché - 60 F relié - 77 F

□ - **Les rites de passage** par Arnold VAN GENNEP étude systématique des rites 317 pages - 54 F

RELIGIONS

□ - **La vraie histoire de la Bible** par Michael AVI-YONAH, Emil G.KRAE- LING Celui qui veut connaître vraiment la Bible - une des sources principales de l'histoire de la civilisation occidentale, et le témoignage historique de la vie d'un peuple étonnant - trouvera dans ce livre un commentaire vivant, exhaustif, magnifiquement illustré, du «livre des livres» 384 pages - 77 F

□ - **Dieux d'hommes** par Henri DESROCHE dictionnaire des messianismes et millénarismes de l'ère chrétienne 281 pages - 84 F

□ - **Juifs et chrétiens dans le monde occidental 430 - 1096** par Bernhard BLUMENKRANZ 440 pages - 29 F

□ - **Les auteurs chrétiens latins du Moyen Age sur les juifs et le judaïsme** par Bernhard BLUMENKRANZ 304 pages - 42 F

□ - **Recherches d'histoire judéo-chrétienne** par Marcel SIMON 210 pages - 27 F

BON DE COMMANDE à adresser à M.S.B. Conseil 141, Bd de Sébastopol - Paris-2^e

Veillez m'adresser, franco de port, à l'adresse ci-dessus les volumes cochés d'une X sur cette annonce. M _____

ci-joint chèque de _____ F

Signature _____

Une étincelle suffit...

Abraham Behar

Plus le temps passe, plus le silence de la presse bourgeoise sur les luttes sociales devient pesant et quasi complet. La discordance entre la réalité des actions et l'absence complète de tout commentaire est devenue le phénomène majeur de ces derniers mois.

Il a fallu l'intervention des C.R.S. pour que l'on parle de Vallourec et l'affolement de la direction pour que la grève de la S.N.P.A. crève le mur du silence. Pour le reste...

Et pourtant, il ne se passe pas de jour sans qu'éclatent des conflits très durs dans la production, sans qu'explose la colère ouvrière contre l'exploitation. Car, et sur ce point le bilan des luttes et l'enquête politique qu'ont effectués nos camarades des entreprises, il y a quasi-unanimité, les travailleurs sont à la limite de rupture ; les conditions de travail, le rythme, l'étouffoir de l'univers concentrationnaire capitaliste sont autant de raisons qui s'expriment par la phrase : *Les travailleurs en ont assez*. Ce qui est en cause fondamentalement c'est la vie même qu'on leur fait mener dans l'entreprise. C'est leur santé qui se ruine dans la productivité à tout prix. Les chaînes ont changé de forme, les maillons en sont plus serrés, mais le prolétariat ne les supporte pas plus pour autant. Peu à peu s'installe un refus global de cette société, refus volontiers teinté d'amertume et parfois de désespoir, mais en tous cas de plus en plus dominant dans la conscience collective de la classe ouvrière.

A la montée monopoliste, à la survie des P.M.E., une seule conséquence : l'aggravation de l'exploitation des travailleurs.

Dans les grandes entreprises, les programmes démesurés d'investissement sont loin de rechercher l'augmentation de la production par l'utilisation exclusive des techniques nouvelles. C'est sur l'organisation du travail (avec un développement extraordinaire de la hiérarchie), sur l'élimination rapide des « déchets » humains (le personnel inadapté aux nouvelles techniques, les ingénieurs ou techniciens de plus de 40 ans, les ouvriers qu'il faut déplacer sans cesse grâce à la méthode des mutations accélérées mise au point à la Thomson) et finalement sur les conditions de travail elles-mêmes que repose l'essentiel de l'extorsion de la plus-value.

Dans les entreprises plus modestes, qu'elles soient indépendantes ou sous-traitantes, l'absence quasi totale d'investissement, technique en particulier, la marge de manœuvre assez étroite sur le marché font que là aussi il ne reste que la peau des travailleurs pour réaliser des profits.

La « rentabilisation » du secteur public (traduisez l'augmentation du travail à accomplir et la diminution des postes) entraîne aussi les mêmes conséquences. Dans les P.T.T., et surtout dans les Chèques postaux, à la S.N.C.F., dans les hôpitaux, les limites de l'épuisement humain sont atteintes.

Les travailleurs en ont assez, et il y a de quoi !

La combativité ouvrière, ses formes d'expression et la conspiration du silence.

Il est donc normal qu'éclate un peu partout la colère ouvrière, que les grèves aient toutes un caractère de dureté et d'opiniâtreté assez remarquable. Mais les formes d'expression de la riposte sont en pleine mutation. L'outil de cette riposte reste très largement le syndicat et de ce point de vue le dévouement, l'honnêteté et les capacités des délégués syndicaux sont les caractères dominants du mouvement syndical.

S'il y a malaise, s'il y a parfois rupture entre les travailleurs et les syndicats, ce n'est pas à cause d'un « chef d'orchestre clandestin » ou secondaire, pas plus qu'à la malignité des « gauchistes » et en particulier du P.S.U.. Mais

XII^e arrondissement

Les élections partielles de la douzième circonscription de Paris ont vu la victoire attendue de Guillaïn de Bénouville dans une assez grande indifférence de la population. Au deuxième tour, toutefois, le candidat communiste G. Heckli a fait un bon résultat. Manifestement, beaucoup d'électeurs populaires n'ont pas voulu que l'on fasse la part trop belle au directeur de « Jours de France », transformé en la circonstance en distributeur de foie gras, mais pas pour les mêmes motifs que les jeunes de chez Fauchon. Ils ont certainement été mis en alerte par les agressions successives commises par des bandes armées au service de la bourgeoisie contre Philippe Simon et des militants du P.S.U., puis contre Georges Heckli et des militants du P.C.F. à la veille du scrutin. Il est temps, grand temps, que les organisations ouvrières réagissent contre cela très vigoureusement : il n'est pas tolérable qu'un militant soit agressé de cette façon. Il faut se protéger. C'est pourquoi nous disons aux camarades du P.C.F. : « Ne serait-il pas mieux d'affronter ensemble les vrais fascistes et de laisser tomber la chasse aux « gauchistes » ? »

T.S.

tout simplement parce que le langage et les actions revendicatives sont souvent inadaptés face à cette situation.

Bien sûr, les luttes salariales gardent toute leur importance (avons-nous dit le contraire !...). Bien sûr, la diminution de la durée du travail, la défense du pouvoir d'achat, etc. sont des revendications justes.

Mais quand les travailleurs ne supportent plus la vie elle-même qu'on leur fait subir dans l'entreprise, il y a un décalage entre ce qu'ils veulent (« Nous voulons... Tout ! » disaient les métallos de la F.I.A.T.) et ce que leur propose le mouvement syndical.

Bien sûr tous les syndicats sont d'accord pour se battre pour que changent aussi les conditions de travail... L'ennui c'est que sur ce point le patronat ou l'Etat ne cèdent jamais, et que ces revendications ne peuvent pas être arrachées par la négociation.

Trouver un remède à cette crise d'adaptation, proposer une stratégie d'ensemble pour en sor-

tir, tout cela reste l'affaire du mouvement syndical. Mais chercher une solution aux difficultés en prenant les groupes d'entreprises du P.S.U. comme bouc émissaire, c'est fuir ses responsabilités et finalement ne pas répondre à la situation.

C'est dans ce contexte que s'éclaire la politique du « black-out » de la presse. Chaque entreprise qui entre dans la bataille a l'impression d'être la seule, et les travailleurs se découragent, chaque grève sans écho isole les salariés qui la mènent, et pour peu qu'ils soient situés dans une région dite sous-développée où règnent l'insécurité de l'emploi et les pleurs du patronat sur ces misères (largement répercutées par la presse) le conditionnement idéologique est tel qu'il suffit pour démobiliser.

Rien n'est plus urgent que de percer la conspiration du silence de la bourgeoisie et d'informer le plus largement possible les travailleurs sur ce qui se passe ; rien n'est plus nécessaire que cette explication politique constante sur les démonstrations de l'extraordinaire combativité de la classe ouvrière ; rien n'est plus prioritaire que la lutte idéologique contre les mensonges sur la grande misère du patronat, la notion des capitaliste - au - bon - cœur - faisant - tourner - les usines - uniquement - pour - donner - du - travail, contre la justification des salaires scandaleux de régions entières par la récession (Champagne, Jura, Sud-Ouest, Bretagne).

Camarades, une fois pour toutes, il n'y a aucun philanthrope dans le camp d'en face, on n'y trouve que des rapaces et des mangeurs d'hommes.

« Une étincelle suffit pour mettre le feu à la plaine. »

Dans ce contexte, une simple goutte peut faire déborder le vase, les combats sont émiettés, parcellaires, mais tous très significatifs : c'est la base qui pousse toujours, c'est l'assemblée du personnel qui décide de plus en plus, c'est la création des situations de fait et la prise de contrôle dans l'entreprise qui se développent. Et quand un journal d'extrême gauche écrit, avec toute l'arrogance des mandarins universitaires, que le contrôle ouvrier est un échec, le prolétariat se charge de lui répondre par sa pratique. Il reste à faire notre travail pour que les luttes s'étendent, se généralisent et embrasent toute la classe. Aujourd'hui, ce que nous avons à faire c'est redoubler nos efforts pour que l'information circule, pour que l'explication politique et nos propositions soient faites au sein des masses. Il faut aussi ouvrir des perspectives politiques à la lutte de classes, préparer dès maintenant l'affrontement révolutionnaire, et insérer toutes les actions dans une stratégie globale n'équivant aucune question et dans la clarté la plus totale. La responsabilité historique du mouvement révolutionnaire n'a jamais été aussi grande, et, dans son sein, celle de notre parti est écrasante.

Les conditions objectives sont réunies pour un formidable bond en avant de la lutte des classes. Tout retard dans la construction d'un quartier général pour le prolétariat serait criminel. □

Les dérobades de la C.G.T.

Le 12 mars 1970, débutaient entre la Chambre patronale du groupe pétrolier d'Etat (S.N.P.A. et ELF-RE) et les syndicats des négociations sur les salaires, comme tous les ans à la même époque. Depuis cette date, il y a dans le personnel du groupe une certaine effervescence.

Quelques jours après une grève coordonnée est la première manifestation de la combativité du personnel.

Une nouvelle négociation lui fait suite où une amélioration très faible des propositions patronales est consentie. Dans le même temps, la direction met en place son opération « restructuration des salaires des cadres » sous prétexte de donner satisfaction à certaines organisations syndicales qui militent pour une grille d'emploi unique.

déclareraient les négociations salariales terminées pour 1970.

Une réunion dite « de signature » a donc lieu le 15 Mai. La Section F.O. de la S.N.P.A. se déclare prête à signer si on déclare les négociations non closes. La C.F.D.T. se déterminera en fonction du mode de répartition des 2,5 % qui seront attribués en octobre ; elle est partisane d'une répartition uniforme. Les 3 sections C.G.T. du groupe se refusent à signer un constat aussi éloigné des revendications proposées ; ces sections se prononcent aussi pour une répartition intégralement uniforme des 2,5 % d'octobre.

Les patrons déclarent alors retirer leur projet de constat. Ils disent vouloir appliquer unilatéralement l'augmentation d'octobre, cette augmentation sera hiérarchisée.

C.F.D.T. et F.O. au personnel de quart de ne pas assurer la relève. Les responsables C.G.T. présents à la relève laissent « entière liberté » aux ouvriers C.G.T. de se décider tout en leur soulignant les « dangers d'une grève illimitée surtout si l'on rentre battu ».

La direction cède alors et réduit la production sur les bases demandées.

A la C.G.T., un conseil syndical se prononce à une majorité d'une voix pour des « mouvements limités renouvelables avec baisse de la production » tandis que la très forte minorité ne veut aucune action dans l'immédiat et rejette tout mouvement à octobre. La majorité du conseil voit son choix ratifié par les adhérents C.G.T. de l'usine : 85 % sont d'accord sur ce type d'action alors que 5 % sont partisans d'une grève illimitée.



Nous avons reçu d'un de nos lecteurs des informations intéressantes sur ce qui a précédé le conflit de Lacq et sur ce qui s'est passé tout au long de la grève.

Nous publions ici ces informations et ceux qui, la semaine dernière, ont pu lire les explications et les accusations de l'« Humanité », y trouveront sûrement une réponse, ou tout au moins des éclaircissements.

T.S.

Plusieurs assemblées du personnel sont tenues dans cette période (avril). Le personnel des entreprises suit donc les événements de près, et ceci à l'échelle du groupe.

A ce stade des négociations, la C.F.D.T.-S.N.P.A. réclame d'urgence à la direction une « réunion ultime » car elle a « le sentiment qu'un accord est possible » et que « le climat, mauvais, peut conduire à une situation de conflit ».

La direction met alors en place l'opération « contrat de progrès » qui consiste, sans rien concéder de plus sur les revendications, à proposer un protocole d'accord ou un constat, dans lequel les syndicats

F.O. et C.F.D.T. lancent la grève

Huit jours après (26 mai), C.F.D.T. et F.O. de S.N.P.A. lancent une action consistant en une réduction de la production de l'usine au minimum technique, cette réduction étant de durée illimitée. La C.G.T. sort un tract concluant en substance : oui à l'action, non à la grève illimitée et appelant à des assemblées générales de ses adhérents.

La direction priée de réduire la production dans de telles conditions refuse de s'exécuter. Consigne est alors donnée par

Le 29 mai, la C.G.T. participe à une journée de grève effective avec meetings inter-syndicaux et s'associe à la grève de la production jusqu'au 1^{er} juin, date à laquelle le personnel sera consulté à nouveau pour décider d'une suite éventuelle.

Le 1^{er} juin, la consultation C.F.D.T. et F.O. donne les résultats suivants : sur 518 agents consultés : 350 veulent poursuivre l'action telle qu'elle se déroule, 120 se prononcent pour des arrêts limités, renouvelables, 117 sont partisans d'une grève illimitée et effective.

Le comité de grève C.F.D.T.-F.O. décide donc la poursuite de la grève. Reçu par

la direction, il se voit notifier par celle-ci son refus de négocier. Il décide alors de durcir le mouvement et lance, le 2 juin, une consigne de grève effective du personnel posté. De la sorte, la production est réduite à 14 millions de m³ (au lieu de 18 précédemment) sur 30 millions ordinaires.

Le 3 juin la quasi unanimité des adhérents C.G.T. confirme son choix précédent d'actions limitées renouvelables.

La fin de la semaine voit la grève se poursuivre avec la production réduite à 14 millions de m³ et les postés C.F.D.T. et F.O. en grève effective.

Une réunion de négociation est prévue avec les grands patrons du groupe pour le 6 juin. Mais ceux-ci s'y dérobent. Voici donc la C.G.T. mise en demeure de déterminer pratiquement sa position : rejoindra-t-elle la grève pour la sauver ou bien va-t-elle se maintenir dans son refus en prévoyant sa prochaine « action limitée » dans un avenir lointain ?

Les arguments de la C.G.T.

Le 15 mai, C.F.D.T. et F.O. étaient partisans, sous réserve de répartition uniforme

en octobre (et pour obtenir ce mode de répartition) de signer le constat proposé par la direction. Huit jours après, les mêmes enclenchaient cette action sans tenter de la coordonner à l'échelle du groupe.

Les arguments de la C.G.T. pour ne pas s'associer à une telle grève sont de plusieurs ordres :

- la grève illimitée est l'arme suprême qu'il ne faut pas galvauder et qu'un dossier important doit motiver ;

- la préoccupation la plus sérieuse concerne l'emploi, on peut craindre la diminution des activités de la S.N.P.A. dans le bassin palois, la cession à des filiales affiliées à la chimie ce qui est désavantageux pour les travailleurs ; or ces risques concernent tout le personnel et tout le personnel doit donc être associé à l'action ;

- la prime de quart égale pour tous est réclamée par la C.G.T. depuis deux ans ; mais seule l'action des postés eux-mêmes fera aboutir cette revendication

Certaines de ces préoccupations ne sont pas négligeables, surtout celle qui est d'associer le personnel à la grève de manière effective pour lui faire perdre son caractère « technique » et le fait qu'elle risque ainsi

de dépendre uniquement des appareils syndicaux. Mais, d'une part, les consultations auxquelles il est procédé périodiquement montrent bien l'adhésion du personnel concerné, d'autre part, rien n'empêche, comme cela a été fait le 29 mai d'associer effectivement l'ensemble du personnel. Enfin, l'argument selon lequel le dossier revendicatif ne serait pas « assez » important est dérisoire : la plate-forme revendicative intersyndicale comporte 6 points très sérieux et d'autres, non moins importants auraient pu encore leur être adjoints, comme la réduction du temps de travail.

Quelle démocratie ?

Le fond de l'affaire c'est que certains responsables syndicaux C.G.T., principalement ceux d'obédience P.C.F. qui voulaient remettre toute action à octobre, sont hostiles à la grève en cours ; de là à vouloir la casser, il n'y a qu'un pas. Voici donc les dirigeants C.G.T., obligés de louvoyer entre une base qui se déclare partisane d'une action et un appareil dont une très forte partie n'en veut aucune.

Ceci dit, y a-t-il manipulation par l'appareil de la volonté des syndiqués. Non, dans la mesure où la démocratie formelle a été respectée, il y a eu des réunions du Conseil syndical, des assemblées des adhérents, des consultations. Mais, à l'inverse, la déclaration des sections C.G.T. en chambre patronale du 15 mai, déclaration prenant parti, entre autres problèmes, sur la répartition des 2,5 % d'octobre, n'a jamais été diffusée. Au retour de cette séance où le patron a hiérarchisé cette augmentation, un tract de la C.G.T. rend compte de ceci en résumant : salaires, aucun fait nouveau ! De sorte que si les militants et adhérents ont été appelés à se prononcer, ce n'était pas en toute connaissance de cause.

Ceci n'est pourtant encore que critique secondaire par rapport à l'attitude fondamentale de la C.G.T. : en présence d'une grève qu'elle ne dirige pas, qu'elle n'a pas voulu, quelle mesure prend la C.G.T. ? Elle se fait donner par ses adhérents un blanc-seing sous forme de consignes dilatoires : car « actions de courte durée renouvelables » qu'est-ce que ça veut donc dire au juste ? Et ces actions viendront-elles après que la bataille menée par C.F.D.T. et F.O. aura été perdue ? □

Dans la marine marchande

Jean-Paul Declercq

La marine marchande, c'est une industrie qui, avec ses cinquante-sept compagnies nationales, fournit à la balance des paiements français 40 milliards de devises par an. En effet, c'est par la voie de mer que transite la plus grosse partie des importations et des exportations du pays, même si ces marchandises sont parfois embarquées ou débarquées dans des ports de la mer du Nord.

La marine marchande, ce fut et c'est également l'outil principal sans lequel il n'y aurait pas eu de colonialisme. On s'en convaincra facilement quand on aura constaté que les navires français effectuent la plupart de leur commerce avec d'anciennes colonies.

Pour ces deux raisons, il est important que le mouvement socialiste ait une politique maritime. Ceci est d'autant plus facile que le capitalisme est incapable d'avoir une politique de la marine marchande qui satisfasse les besoins de la nation.

Le capitalisme international cherche en effet à acheter et à faire transporter les marchandises qu'il utilise à moindre prix. Par exemple, les matières premières des pays sous-développés étant maintenues au plus bas prix, le tarif des transports, qui est fonction de ce prix, restera également bas. A partir de ces considérations, on arrive à des contradictions évidentes entre les besoins nationaux et la politique des armateurs :

- construction de navires de plus en plus gros qui sont souvent inadaptés au trafic (les super-pétroliers ne peuvent entrer en mer du Nord, et l'Etat est obligé pour les recevoir de construire de nouvelles et coûteuses infrastructures portuaires) ;
- manque de petits navires caboteurs pour faire le trafic inter-ports ;
- difficulté de trouver des capitaux décidés à s'investir dans cette entreprise de gigantisme.

Devant les difficultés que les méfaits du système leur amènent, les armateurs se retournent de deux côtés, vers l'Etat et vers les marins.

La concurrence entre Etats est utilisée pour obtenir des subventions et des dérogations aux lois. En Grande-Bretagne, les subventions atteignent 20 % du prix de construction d'un navire. En France un armateur peut faire construire un navire ultra-moderne, automatisé donc employant un personnel réduit pour le prix d'un navire classique. L'Etat paye la différence.

Cependant le tonnage transporté par les navires français est loin d'atteindre le niveau des transports de marchandises françaises par mer. La majorité du cabotage entre ports français par exemple est effectuée par des navires étrangers. Pendant ce temps la flotte mondiale augmente dans des proportions fantastiques et l'on prévoit

que d'ici à la fin du siècle la demande des transports maritimes sera multipliée par 6,4 pour le trafic pétrolier, 4,7 pour celui des marchandises solides, et 5,7 pour l'ensemble du trafic. Voyant cette source immense de profits, les capitalistes maritimes font preuve d'un nouveau dynamisme accompagné d'un renouveau de sauvagerie. Alors qu'au fil des ans, dans les grands Etats maritimes, Grande-Bretagne, Pays nordiques, Etats-Unis, France, les syndicats avaient su obtenir une législation donnant un certain nombre de garanties, notamment en ce qui concerne la sécurité des travailleurs, l'apparition des « pavillons de complaisance » a tout remis en question.

La première étape de la stratégie armatoriale, c'est de remplacer les navires français actuels par des navires plus gros et employant moins de personnel, et ceci avec l'aide financière indispensable de l'Etat. Cela se traduit par une dégradation de la profession de marin. Entre le 1^{er} janvier 1963 et le 1^{er} janvier 1969 le nombre de navires a diminué de 218 (de 788 à 570) et le nombre de marins actifs est passé de 34.808 à 23.983. Pendant que 10.825 marins perdaient ainsi leur emploi, la capacité de transport des navires passait pourtant de 5.052.000 tonneaux à 5.500.047 tonneaux. Mais la tendance s'accélère puisque du 1^{er} janvier 1969 au 1^{er} janvier 1970, pour une perte de quinze navires les armateurs ont gagné 229.242 tonneaux tandis que 1.783 marins devaient chercher du travail ailleurs.

On pourrait penser que les armateurs sont satisfaits de voir ainsi leurs profits doubler en 6 ans par le simple jeu de la modernisation de la flotte. Mais cela ne leur suffit pas. Dans les cinq dernières années, le comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) a réussi à obtenir la réduction des effectifs sur les navires classiques de la plupart des compagnies. A chaque fois il y a eu accord syndical, moyennant quelques avantages de salaire pour ceux qui restent. Quant à ceux qui ont été licenciés, il a bien fallu qu'ils se débrouillent. Leur travail est fait de toute façon, il a suffi de pousser les équipages à la productivité. Un accord, il faut bien que ça se paye.

On aborde là ce qui est la deuxième étape de la stratégie armatoriale. Le président du C.C.A.F. a déclaré dernièrement que la marine marchande était maintenant une entreprise rentable, grâce à la diminution des effectifs. Les armateurs veulent maintenant aborder l'étape de la croissance rapide. Bien sûr il estiment que les équipages doivent pour cela faire de nouveaux efforts. On parle de retarder l'âge de la retraite, de raccorder la caisse de prévoyance des marins de commerce à la sécurité sociale, d'embarquer des marins

étrangers moins gourmands sur les salaires. Trouverait-on un syndicat compréhensif ?

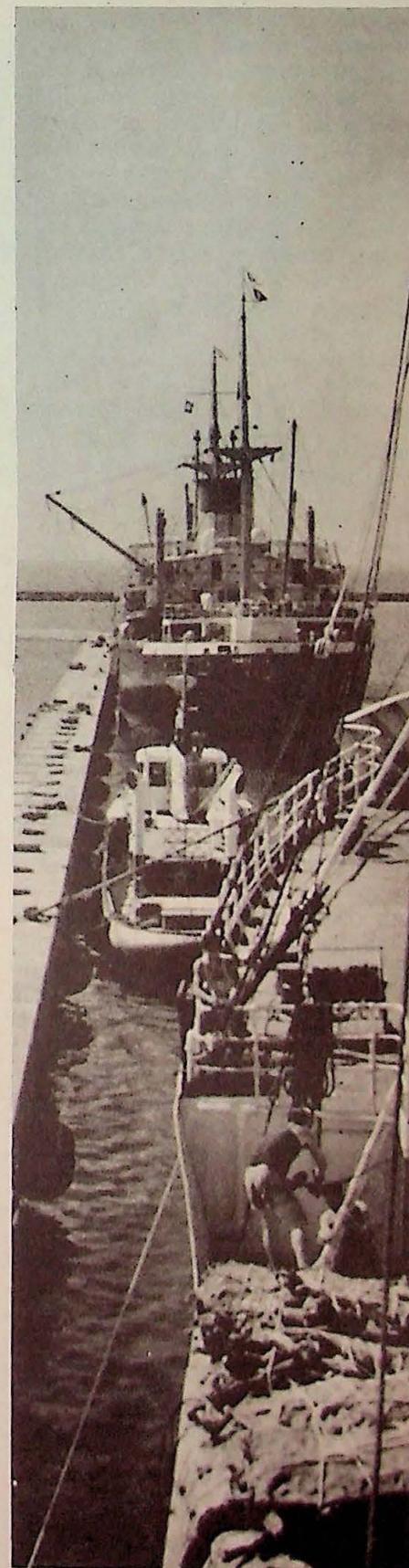
Si l'armateur réussit ce pari de faire supporter à la collectivité et aux marins le prix d'une mutation qu'il ne peut effectuer par le jeu des investissements capitalistes, il aura gagné. Il aura affaibli le mouvement syndical tout en augmentant ses profits.

Pour faire face à cette stratégie, les marins du courant socialiste doivent lutter pour un syndicalisme maritime offensif. La partie est dure.

Le syndicat C.G.T. des marins, qui groupe 82 % des matelots, ouvriers, mécaniciens et agents du service général, est connu pour son corporatisme. Il a signé tous les accords de réduction du personnel, il a accepté les dernières augmentations de salaires, qui compensent juste l'augmentation du coût de la vie, sans chercher à aucun moment la lutte. Toutes les discussions se passent entre armateurs et permanents syndicaux. Le marin, qui est loin en mer, est informé après coup. Rares sont les syndicats de ports qui font l'effort de donner aux marins une formation syndicale. Il en résulte qu'à bord des navires les délégués, sans outil syndical, réussissent rarement à faire appliquer les conditions favorables des accords et lois en vigueur.

Pourtant les marins ont un long passé de lutte des classes derrière eux. Leur convention collective, si elle est vieillie, était une des meilleures lorsqu'elle fut signée. Ils disposent d'un bon nombre de droits de contrôle : par exemple lorsque le commandant dépose son rapport de mer au retour du voyage, un délégué de l'équipage doit être présent pour en affirmer l'exactitude. Mais tout est loin d'être parfait, et les sujets de lutte sont nombreux :

- contre un code disciplinaire et pénal de la marine marchande qui date de l'époque du chat à neuf queues, qui permet de considérer comme faute pénale toute « faute », professionnelle ou non, commise par le marin, et qui donne au commandant les attributions d'un juge ;
- contre une hiérarchie qui donne plus de congés et une indemnité de nourriture plus importante aux officiers ;
- contre une dévalorisation des grilles de salaires qui a amené les salaires de base, sur lesquels sont calculés les heures supplémentaires, à la moitié du salaire réel ;
- contre des injustices scandaleuses comme par exemple la non-rémunération des heures de travail consacrées à la sécurité ;
- pour une revalorisation des pensions ;
- pour un contrôle des marins sur leurs conditions de vie à bord, faute de quoi ils ne sont que des galériens. □



D.R.

La Lorraine, au-delà du cirque

Gérard Féran

M. Servan-Schreiber se surpasse. Après avoir accusé un militant syndical, ancien candidat du P.S.U., de faire du « baratin politique » ce qui ne manque pas de sel dans la bouche du leader radical, notre sauveur de la Lorraine n'entend négliger aucun moyen pour vendre sa marchandise. C'est ainsi que les Nancéens sont conviés par Mme Servan-Schreiber à un gala en faveur de la société protectrice des animaux, et que notre superman politique pousse sa bonté jusqu'à faire organiser un spectacle de guignol pour les enfants du quartier du Haut-du-Lièvre. Madame Mère ne manque pas non plus à l'appel puisque quelques heureux ont la joie, sur invitation, d'assister à une petite cérémonie de présentation de ses chers enfants, Jean-Jacques et Jean-Louis ! Mais si, mais si... La politique accédant grâce à cette noble famille au rang de pochette-surprise, M. Schreiber a annoncé également pour la dernière semai-

ne son petit coup de théâtre : des investissements suédois, italiens ou japonais qui vont permettre la création d'emplois nouveaux pour la Lorraine ! De plus le ridicule, même fort coûteux, ne suffisant pas à notre homme, il se permet quelques petites entorses à une légalité dont il se déclare pourtant chaud partisan : en témoigne le recouvrement systématique dans la nuit du 14 au 15 juin de tous les panneaux officiels du quartier de Laxou par les affiches de la Sainte Famille Schreiber. C'est sur ce fond de tableau politico-théâtral que se termine cette semaine une campagne électorale où la bourgeoisie fait le forcing pour masquer les conséquences catastrophiques de sa politique.

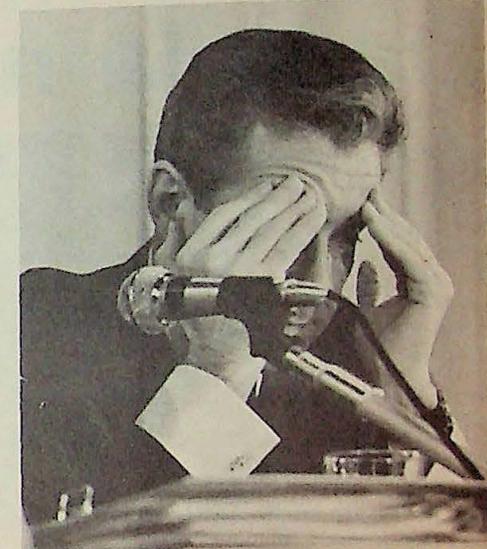
Côté U.D.R., on joue la scène de la grande réconciliation après s'être entre-déchiré à belles dents. M. Souchal, malmené dans les coulisses, se voit promu le temps d'un

spectacle jeune premier d'une tournée où il voisine désormais avec les grandes vedettes du moment, Chaban, Giscard et autres Duhamel... Le gouvernement a, paraît-il, « compris » M. Souchal sans que l'on sache encore exactement les conséquences de cette compréhension.

Inutile de dire que dans ces conditions la situation réelle de la Lorraine et des problèmes qui s'y posent deviennent secondaires aux yeux de ces messieurs. Nos camarades de Nancy ont rappelé dans le dernier numéro de « T.S. » quelle était la situation économique de la région et la responsabilité patronale dans la régression qui s'y manifeste. Pour y remédier le gouvernement, industriels et bourgeoisie locale ne proposent rien, sinon le développement artificiel d'un vaste secteur tertiaire. Sur ce point toute la bourgeoisie est d'accord. Les contradictions n'apparaissent que lorsqu'il s'agit de déterminer des priorités. Ainsi sur le tracé de l'autoroute : M. Chalandon lui-même a révélé que « le tracé raisonnable et rentable était le tracé médian par Pont-à-Mousson » et non le tracé par Metz. Seulement voilà. On ne fait pas impunément une politique d'infrastructure routière avec des intérêts privés. Ceux-ci ont leur avis sur la question et il semble bien que les groupes allemands intéressés à la construction de l'autoroute ne soient pas prêts à faire de grandes concessions sur ce point.

Si cet exemple est révélateur des contradictions actuelles de la bourgeoisie, il ne doit cependant pas faire illusion. Le développement d'un secteur tertiaire, qu'il soit sur Metz ou sur Nancy, ne résoudra rien s'il ne repose pas sur une politique industrielle active. Politique qui doit avoir pour objet la création d'emplois par une diversification des industries, ce qui exige de renoncer à la prétendue fidélité aux zones industrielles traditionnelles. Si le patronat est si timide sur ce point c'est d'abord parce qu'il craint une hausse de salaires qui ne manquerait pas de résulter d'une concurrence accrue sur le marché du travail. Rappelons à ce sujet que les salaires nancéens sont inférieurs de 12 % à la moyenne nationale, et que ceux du secteur sidérurgique sont 15 % au-dessous des salaires de Metz. Une telle politique pour autant n'aurait de sens que si elle était précédée de la mise en place des infrastructures indispensables dans

le domaine du logement et des transports. Mais c'est sans doute trop demander au capitalisme que de considérer les hommes autrement que comme des bras ou des cervelles en leur donnant les moyens de vivre et de se déplacer décentement. Car si la Lorraine est aujourd'hui condamnée ce n'est pas faute de possibilités.



Collombert

Ainsi, rien n'est fait pour le développement et l'utilisation de la recherche scientifique malgré l'importance des grandes écoles locales.

Dernier point enfin sur lequel nos camarades de Nancy mènent la lutte, et qui rencontre un large écho auprès de la population : la formation professionnelle et permanente. Cet effort de reclassement est en effet indispensable si l'on veut passer d'une région mono-industrielle à une région pluri-industrielle. Dans l'état actuel de la Lorraine où la population est spécialisée en fonction des anciennes industries le chômage n'est pas seulement le résultat des licenciements. L'arrivée d'une nouvelle machine suffit à le produire. Sur ces bases, priorité aux infrastructures d'équipement, industrialisation différenciée et formation des hommes le P.S.U. entend montrer ce qu'il serait possible de faire si les intérêts privés ne faisaient pas la loi. L'écho de cette campagne signifie qu'une partie importante de la population commence à le comprendre. Lutte d'une grande portée au moment où la bourgeoisie tente par le biais de Servan-Schreiber d'offrir une solution à toute une série de couches sociales, de cadres, d'ingénieurs et de techniciens, actuellement désorientés par la politique gouvernementale et qui pourraient rejoindre à terme le combat de la classe ouvrière. □

D'une certaine outrecuidance

Pierre Gautier

Notre confrère « Rouge » n'est pas content. Il consacre dans son dernier numéro une bonne part de ses colonnes à injurier le P.S.U. Il s'indigne d'abord d'un communiqué qui mettait en cause le départ de la Ligue Communiste le 8 juin lors d'un meeting de la Mutualité. C'est son droit, y compris de rejeter comme inexacts les motivations qui ont été prêtées aux militants de la Ligue. Mais là où la mesure est comble, c'est lorsque le comportement du P.S.U. est qualifié de « maoïsme tactique (pour la tribune) » et de « stalinisme pratique » (au niveau des méthodes de coulisse) ». Le problème du maintien de l'unité d'action contre la répression serait-il secondaire et ne suffirait-il pas à expliquer la position du P.S.U. ?

Non, on est certain à « Rouge » que les mobiles politiques du P.S.U. ne peuvent être que bassement opportunistes. La preuve, le P.S.U. se désiste pour le P.C.F. dans le 12^e arrondissement ! Et les

journalistes de « Rouge » d'emboîter le pas allègrement à François Mitterrand (« le galimatias électoraliste du P.S.U. ») ou à Jean Kanapa (« le P.S.U. côté cour et côté jardin »). On n'est vraiment pas regardant sur le choix des arguments (1) chez nos amis de la Ligue et l'on oublie ou feint d'oublier tout simplement une chose essentielle, à savoir que la modification des rapports de forces dans le mouvement ouvrier français ne peut pas se faire sans que soit menée une politique de front unique avec le P.C.F., sans que dans l'action soit imposée aux militants du P.C.F. la fin des exclusives anti-gauchistes. On est tellement responsable à la Ligue qu'on a l'air de se soucier de tout cela comme d'une guigne. □

(1) Un exemple, « Rouge » fait grand cas des marchandages du P.S.U. avec le P.C.F. pour les prochaines municipales. Pour son malheur, il n'y a eu aucune négociation à ce sujet entre le P.C.F. et le P.S.U.

Les impasses du "gauchisme"

Jean-Marie Vincent

Après avoir largement surestimé ses forces réelles et fait de lui un épouvantail auprès du bon public, la grande presse est en train maintenant d'enterrer prématurément « le gauchisme ». Il a suffi d'un meeting difficile à la Mutualité le 3 juin dernier où les divisions entre les différents groupes ou tendances se sont affirmées sinon avec éclat, du moins avec pas mal de force, pour que la cause soit entendue. Geismar a beau promettre un été chaud aux riches et aux bourgeois, personne ne s'en émeut particulièrement, si ce n'est « Minute ».

En ce qui nous concerne, nous ne nous laisserons pas aller à ce genre de jugements rapides et superficiels. Nous savons très bien que les milliers de militants « gauchistes » ne vont pas disparaître comme par enchantement de la vie politique française et que leur présence continuera à se faire sentir. Il reste que l'on doit s'interroger sérieusement sur les difficultés qu'à un titre ou à un autre les différents groupements qu'on appelle sommairement « gauchistes » sont en train de rencontrer.

Dans ces colonnes, nous avons à plusieurs reprises, attaqué les conceptions populistes de la « Gauche prolétarienne » en disant qu'elles finissaient par coller étroitement aux hantises et aux vues de secteurs marginaux de la classe ouvrière et de la jeunesse (étudiante ou non). La façon qu'a eue la G.P. d'aborder, peu de temps avant son interdiction, la question de la violence est à cet égard très caractéristique. Partant de la constatation en elle-même juste que la violence institutionnalisée de la bourgeoisie suscite sans cesse des actes de résistance dans les différentes couches exploitées, elle a procédé à une extrapolation plus que hasardeuse : l'extension en tache d'huile de ces actes de résistance, grâce à leur popularisation par les révolutionnaires, devrait selon la G.P. créer peu à peu une situation où la lutte armée contre l'Etat deviendrait à la fois nécessaire et possible. Or, il a toujours été clair pour les grands stratèges du mouvement ouvrier international que l'affrontement avec les forces décisives de la bourgeoisie ne pouvait se faire avec des chances quelconques de succès à partir des actes défensifs ou des explosions de colère, aussi justifiées soient-ils, des travailleurs, mais à partir d'interventions qualitativement différentes de la classe, traduisant un degré d'organisation élevé et une compréhension poussée des moyens à employer pour paralyser l'adversaire et le mettre hors d'état de nuire. Les théoriciens de la G.P. ont sans doute senti qu'il fallait

comblent le fossé séparant ces deux formes de la violence ouvrière en mettant en avant leur conception de la « lutte de partisans », mais il s'agit d'une solution purement verbale au problème, car on ne voit pas comment on peut faire des séquestrations de patrons, ou des expéditions punitives contre les « petits chefs », des foyers même embryonnaires de « guerre populaire » qui seraient appelés à se développer. En réalité, la G.P. a donc été obligés de mythifier des actions ou des actes isolés qui n'ont par eux-mêmes aucune signification, elle a dû s'engager dans une escalade verbale où la violence des mots devait suppléer le peu de consistance des faits ; elle s'est engagée dans ce qu'elle appelle la « guerre de classe » avec des armes inadéquates et depuis que Marcellin a décidé de faire d'elle le banc d'essai de son nouveau dispositif répressif, elle ressent durement la fragilité de ces différents thèmes. Il est, certes vrai, que dans tout le secteur d'idéologie maoïste, le courage et la combativité des militants de l'ex-G.P., leur volonté de ne pas plier, ont suscité un fort courant de sympathie, mais il est non moins vrai que la plus extraordinaire des confusions règne dans cette nébuleuse où la tentation du « témoignage », de « la prise de parole » tend à estomper les problèmes politiques, l'analyse des rapports de forces et la réflexion sur les problèmes stratégiques et tactiques.

L'autre secteur du « gauchisme », celui qui est essentiellement d'inspiration trotskyste ne tombe pas dans le même genre de travers, mais ses difficultés ne nous paraissent pas moins grandes dans les circonstances actuelles. Laissons de côté l'Alliance des jeunes pour le socialisme (A.J.S.) et ses différentes organisations sœurs qui malgré un potentiel militant considérable s'évertuent sans fin à faire une politique de pression sur le P.C.F. et se tient à l'écart de tout ce qui se passe dans la nouvelle extrême-gauche (y compris de la lutte contre la répression). Tour-nons-nous vers la Ligue communiste qui pour une bonne partie de l'opinion publique tend à incarner le trotskysme. On peut constater que ces camarades ont une activité intense (réunions, meetings), qu'ils sont prêts à donner du leur dans les manifestations (1^{er} mai, 10 mai derniers), mais on est frappé par le fait qu'en même temps cette activité ne dépasse guère le stade de la propagande et quelquefois de l'agitation par la parole et l'écrit.

La Ligue communiste entend construire le parti léniniste, le par-

ti d'avant-garde, mais pour atteindre cet objectif elle ne fait en général que ressasser les textes des classiques (en particulier « Que faire » de Lénine, brandi à tout moment comme un vulgaire petit livre rouge) et distribuer à droite et à gauche les blâmes et les bons points en fonction de sa compréhension supérieure de l'histoire. Malheureusement pour elle, ces in-

n'ont pas grand chose à se mettre sous la dent quant aux perspectives de construction du parti révolutionnaire, quant à la façon d'aborder les problèmes du P.C.F., voire quant à la façon d'aborder les problèmes du P.S.U. Dans ce domaine, les zigzags ne manquent pas malgré un ton qui est, bien sûr, toujours péremptoire et d'une grande fermeté. Sans les prépara-



A.F.P.

tives à rallier la voie du léninisme authentique tombent dans des oreilles de sourds, car la pratique propagandiste et sectaire de la Ligue la maintient la plupart du temps en dehors des affrontements de classe réels et limite considérablement son recrutement populaire. C'est son journal « Rouge » qui nous apprend que deux ans après Mai 68 la Ligue peut compter pour son travail syndical sur 350 militants, travailleurs salariés de l'industrie, de l'administration et du commerce !

En outre, on chercherait vainement et à la loupe une vue stratégique sérieuse de la Ligue. Depuis la période immédiatement postérieure aux élections présidentielles, où il a été question d'organiser les électeurs révolutionnaires de Krivine, ceux qui suivent la Ligue

tifs d'unification avec « Lutte ouvrière » les militants de la Ligue seraient sans doute assez désemparés.

Il est bien évident que nous ne pouvons pas prendre notre parti d'une telle situation. Le problème n'est pas de nous lamenter, et de tirer notre épingle du jeu en pensant que tout cela n'est pas sérieux. Il est au contraire d'attirer l'attention sur les impasses du « gauchisme », de mettre en lumière les conditions réelles de construction d'un parti révolutionnaire sans nous laisser impressionner par les cris des uns ou des autres. Il ne faut pas que le capital militant représenté par « les gauchistes » soit gâché, il ne faut pas que les fausses divisions soient maintenues. Il faut que la situation présente soit dépassée. □

Lénine, Rosa et le gauchisme

Victor Fay

Mon article sur « Lénine et le parti » (T.S. du 16 avril) m'a valu une agression d'un « antiléniniste de gauche », Alain Guillerm, (T.S. du 7 mai), ce qui m'aurait laissé parfaitement indifférent si cette agression n'était, à travers ma modeste personne, dirigée contre Lénine. Sous le titre « A propos de Lénine », Guillerm lance, mal à propos, une virulente attaque contre Lénine, en s'efforçant de lui opposer Rosa Luxemburg et de la présenter comme « une gauchiste » avant la lettre.

de la II^e Internationale prises à Stuttgart et à Copenhague, que Rosa rompt avec Kautsky. Elle n'en conclut pas à la nécessité de se séparer organiquement de la droite et du centre du S.P.D. Malgré sa lutte résolue contre le révisionnisme et le réformisme, elle reste attachée à l'unité organique des partis socialistes, sauf en Pologne où elle crée la social-démocratie face au parti socialiste polonais qu'elle accuse de nationalisme.

mouvement révolutionnaire en Russie (1910-12), après les sombres années de la contre-révolution ? Oui ! Si les bolcheviks n'avaient pas rompu à temps avec les mencheviks, s'ils n'avaient pas forgé dans la clandestinité un instrument de lutte pour le pouvoir, ils auraient échoué en octobre 1917. On peut regretter les abus du centralisme des bolcheviks, les excès du langage, les violences de la polémique. L'essentiel était que le parti bolchevik a su, après le retour de Lénine en Russie et sur son initiative, offrir aux masses l'alternative au gouvernement provisoire, soutenu par les mencheviks et les sociaux-révolutionnaires, gouvernement qui refusait de mettre fin à la guerre et de donner la terre aux paysans.

Guillerm me reproche de ne pas dire « par qui et par quoi » « les idées de la social-démocratie de gauche, historiquement progressistes avant 1914, [ont été] en grande partie dépassées depuis la Révolution d'Octobre ». Précisons. Par qui ? Par Lénine, bien entendu ! Par quoi ou plutôt en quoi ? J'ai déjà parlé de la scission que Rosa combattait au nom de l'unité des partis sociaux-démocrates, croyant, à tort, même après le conflit politique avec Kautsky, à la possibilité de cohabitation, dans le même parti, de la droite, du centre et de la gauche.

Idees dépassées par la conception de l'alliance ouvrière et paysanne, étrangère à la social-démocratie de gauche, qui voyait dans la paysannerie surtout une masse réactionnaire et non un immense réservoir des forces révolutionnaires. Rosa avait prévu les difficultés ultérieures, consécutives à la distribution des terres en Russie. Elle a reconnu cependant que cette mesure a permis aux bolcheviks de se maintenir au pouvoir. Elle n'a pas assez tenu compte de la remarque de Marx qu'une révolution prolétarienne, pour triompher, doit s'accompagner d'une guerre des paysans.

Idees dépassées par la proclamation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que Rosa a combattue pendant toute sa vie publique,

aussi bien en Pologne — ce qui a isolé son parti de la majorité du prolétariat — qu'en Allemagne, ce qui a favorisé objectivement la droite colonialiste du S.P.D., qui avait tout intérêt à ce que le parti ne déclenche pas la campagne pour l'émancipation des colonies.

Rosa a considéré comme une grave erreur la proclamation du gouvernement soviétique qui accordait aux peuples de l'ancien empire tsariste le droit de disposer de leur sort. Un exemple suffit pour montrer sa propre erreur. Lors de l'offensive de Denikine sur Moscou, c'est le refus de Pilsudski de coopérer avec les blancs qui a permis de briser cette offensive et de sauver le régime. Or, si Pilsudski s'est abstenu d'intervenir, malgré son hostilité au pouvoir des Soviets, c'est parce qu'il redoutait que les blancs, après leur victoire sur les bolcheviks, ne brisent les aspirations du peuple polonais à l'indépendance nationale. Paysans défendant leur terre, peuples allogènes défendant leur droit à l'autodétermination, tels ont été les alliés du prolétariat qui, par leur soutien, ont contribué, de manière décisive, à rompre le cercle infernal de la contre-révolution.

Les vraies divergences... et convergences

Rosa a critiqué la dissolution de l'Assemblée constituante et la non-élection d'une nouvelle assemblée. Cela ne l'a pas empêchée, une fois sortie de prison, d'opposer le mot d'ordre de la République allemande des Conseils à la République bourgeoise, instaurée par la social-démocratie. Comme Lénine, elle était favorable à la dictature du prolétariat. C'est sur la manière de la concevoir et de l'appliquer qu'elle s'est séparée de Lénine. Elle redoutait, à juste titre, les conséquences d'une dictature de type jacobin, limitée à une avant-garde et de la restriction des libertés démocratiques. Lénine, de son côté, comptait sur l'extension progressive de la dé-

mocratie ouvrière au fur et à mesure du développement de la culture et de la participation des masses à l'exercice du pouvoir. Il ne se rendit compte que tardivement (en 1922), du danger de la dégénérescence bureaucratique du régime prévue par Rosa dès 1918.

Rosa a affirmé que la conclusion de la paix de Brest-Litovsk ne faisait que renforcer le militarisme allemand. Elle s'est trompée. Les fraternisations des soldats russes et allemands sur le front de l'Est ont entamé le moral de l'armée wilhelmienne et précipité son effondrement. Contrairement à ce que prétend Guillerm, Rosa n'a jamais « justifié » la tentative avortée de soulèvement des sociaux-révolutionnaires de gauche. Elle en a, tout au plus, expliqué les raisons et regretté que les bolcheviks fussent acculés à signer la paix avec l'impérialisme allemand. Elle n'a jamais repris cette critique après la sortie de prison. Quant aux communistes de gauche, qui étaient partisans de la guerre révolutionnaire, malgré l'absence des moyens de la mener, ils n'avaient pas pris part au soulèvement, et avaient reconnu plus tard leur erreur (Boukharine). Trotsky, qui avait proposé le slogan « ni paix ni guerre », s'était finalement rallié à Lénine.

« L'opposition radicale » selon Lénine et Rosa serait, selon Guillerm, le thème du « débat théorique, qui est essentiel actuellement ». J'ai signalé « l'âpreté de leurs controverses » et les « importants désaccords qui les opposaient ». De là à prétendre qu'il existait entre eux « une opposition de fond », la distance est grande. « L'opposition de fond » existait, à coup sûr, entre Lénine et Rosa, d'une part, Kautsky et Plekhanov, de l'autre. En dépit de graves divergences, d'importants désaccords, d'après controverses, les attitudes des premiers, sans jamais s'identifier, coïncidaient, convergeaient chaque fois que se posait un problème fondamental de la révolution.



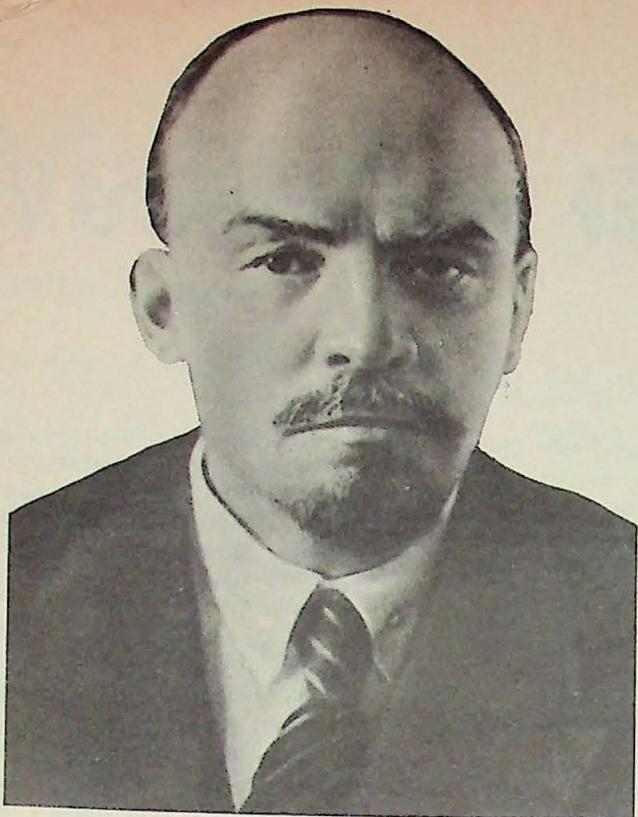
D.R.

Rosa était-elle « le seul opposant gauchiste et conséquent de la période 1900-1920 ? » Dates inexactes ! Dès 1894, elle combat le nationalisme et le réformisme dans les rangs du prolétariat polonais. Elle est assassinée le 15 janvier 1919 ! C'est en 1898 (et non en 1900) que Rosa engage la controverse avec Bernstein. Elle est approuvée et suivie par la gauche et le centre de la II^e Internationale, de Kautsky à Bebel, de Lafargue à Guesde, de Lénine à Plekhanov. Elle n'est pas gauchiste, elle est social-démocrate de gauche, ce qui, n'en déplaise à Guillerm, n'est pas la même chose.

Elle se prononce contre la scission du parti ouvrier social-démocrate de Russie, survenue en 1903 au congrès de Londres. Elle désavoue la transformation de la fraction bolchevik en parti, décidée à la conférence de Prague en janvier 1912. Elle exerce toutes sortes de pressions, y compris les pressions financières, pour arriver à la réunification des bolcheviks et des mencheviks, encore à la veille de la guerre de 1914. Elle commet la même erreur que Trotsky qui, en formant avec les mencheviks le bloc d'août 1912, a cru pouvoir surmonter la scission.

Lénine a-t-il eu raison de consommer la rupture, dès qu'il a senti la relance du

C'est en 1910, le centre ayant abandonné les positions



D.R.

Tel fut le cas de Rosa lorsque, en 1906, elle fustige les mencheviks et approuve la volonté des bolcheviks de transformer les grèves de masse en insurrection armée. Tel fut le cas de Rosa en 1914 quand sans connaître encore l'attitude défaitiste de Lénine, qu'elle ne partage d'ailleurs pas, elle appelle à la lutte contre la guerre impérialiste et dénonce la capitulation de la social-démocratie allemande, devenue, depuis le 4 août 1914, selon son expression reprise par Lénine, « un cadavre puant ». Leurs désaccords demeurent tactiques ; leur lutte commune contre la guerre impérialiste les rapproche, ainsi que leur intention commune de faire surgir de la guerre la révolution.

Comment Lénine à évolué

Présenter la conception du parti, définie par Lénine en 1902, comme immuable, c'est ignorer son caractère concret. Dès 1905 et, surtout en 1917, Lénine met l'accent sur le rôle créateur de l'initiative spontanée des masses dans la lutte pour le pouvoir, dans la création de l'Etat soviétique, dans la pose des premiers jalons de la société socialiste. En 1902, en absence du mouvement de masse, il insiste sur le rôle des révolutionnaires professionnels dans la lutte clandestine contre l'autocratie. En 1905, il écrit, à la manière de Rosa, que « la classe ouvrière est instinctivement, spontanément social-démocrate ». En 1917, une fois l'autocratie abattue, il fait appel à l'initiative populaire, à la démocratie primiti-

ve, qu'il oppose, et avec quelle vigueur, aux états-majors des partis, y compris le sien propre, avant la conquête du pouvoir, et aux « bureaucrates communistes » dans lesquels il voit, après l'écrasement de la contre-révolution, le principal danger pour le jeune Etat soviétique.

Lénine a évolué, il s'est peu à peu affranchi de l'influence des maîtres à penser de l'« orthodoxie » marxiste de la II^e Internationale. Il s'est libéré d'abord de l'autorité de Plekhanov, qu'il a vu à l'œuvre entre 1900 et 1903, puis de celle de Kautsky, plus lentement, plus tard que Rosa, car il en ignorait la plupart des palinodies. S'il approuve et cite les écrits de Kautsky, jusque et y compris « Le chemin du pouvoir » (1909) ; s'il ne répudie pas explicitement la théorie kautskienne « d'une science apportée de l'extérieur au prolétariat » (1), il dépasse Kautsky dans sa conception originale de la révolution de 1905 et du rôle des masses dans la révolution d'Octobre. Dès le mois d'août 1914, il proclame la faillite de la II^e Internationale, aussi bien de la droite que du centre, et la nécessité de créer une Internationale nouvelle.

Affirmer, comme le fait Guillermin, que « Lénine lui-même s'est prétendu kautskiste jusqu'après août 1914 » est une simple contre-vérité. Avant le 6 septembre 1914 Lénine écrit son introduction aux thèses sur « La social-démocratie russe et la guerre », qu'il rédige avant le 11 octobre au nom du Comité central du parti bolchevik et qu'il publie dans le « Social-

démocrate » du 1^{er} novembre 1914. « La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la II^e Internationale (1889-1914), écrit-il, signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière... Le centre du parti social-démocrate allemand et des autres partis sociaux-démocrates a, en fait, lâchement capitulé devant l'opportunisme ». Il accompagne ces thèses d'un article intitulé « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste », paru dans le même numéro du « Social-démocrate », où il écrit : « Le « centre », Kautsky en tête, est tombé dans l'opportunisme, qu'il défend avec des sophismes particulièrement hypocrites, vulgaires et pleins de suffisance ». (Œuvres, tome 21, p. 10, 11 et 30). Est-ce le langage d'un kautskyste ?

Le débat à engager

Le débat théorique et pratique qui est essentiel actuellement n'est pas celui sur la prétendue « opposition de fond » entre Lénine et Rosa. C'est celui qui doit être engagé avec les tenants du stalinisme, sous toutes ses formes, allant du néo-réformisme du P.C.F. jusqu'au révolutionnarisme de différentes formations d'extrême-gauche, y compris de certains membres du P.S.U. Il doit être engagé avec les dirigeants du parti socialiste « rénové », qui vit encore dans la nostalgie de la « bonne » démocratie bourgeoise ; avec les dirigeants de la Convention qui reprennent les vieux slogans possibilistes de Brousse et de Malon, générateurs de tant de désillusions et défaites.

Les marxistes révolutionnaires d'aujourd'hui, à quelque parti qu'ils appartiennent, doivent mener ce débat avec persévérance et ténacité tout en admettant, comme venant de soi, l'existence entre eux des désaccords tactiques, stratégiques, voire théoriques. Ces désaccords ne doivent pas empêcher de réaliser l'unité d'action sur les tâches essentielles — qu'elles soient défensives ou offensives — entre eux d'abord, puis avec tous ceux qui, quoique non-révolutionnaires, sont disposés à faire avec eux un bout de chemin, pour défendre ensemble les libertés démocratiques, lesquelles constituent un but en soi pour les uns, une étape de la lutte pour le socialisme pour les autres.

Cela ne signifie nullement que la scission entre les révolutionnaires et les réformistes soit toujours nécessaire et

souhaitable. Leur unité peut s'imposer dans certaines circonstances, surtout en période de repli du mouvement de masse. Le fétichisme de l'unité à tout prix est aussi nuisible que le fétichisme de la scission à tout prix. Les intérêts du prolétariat peuvent être représentés soit par un seul parti, qui englobe alors plusieurs tendances, soit par plusieurs partis qui se réclament du socialisme. La tendance spontanée à l'unité de classe du prolétariat, qui fait sa force, doit être respectée et favorisée, sous toutes ses formes, sauf quand elle implique, pour être maintenue, la capitulation du courant révolutionnaire, dont l'existence et l'activité ne peuvent en aucun cas être entravées, devant le courant réformiste.

La révolution d'Octobre a ouvert une nouvelle époque de lutte pour le socialisme. Dans cette lutte, Lénine a joué le rôle déterminant. Cela ne signifie pas qu'à 53 ans de distance, il faille recueillir, sans aucun examen critique, son immense apport, comme d'ailleurs celui de Rosa, qui fut lui aussi considérable. L'un et l'autre se sont trompés parfois, car ne se trompent que ceux qui ne font rien. L'un et l'autre ont reconnu certaines de leurs erreurs, critiqué celle de l'autre. Cependant, quand toute la social-démocratie mondiale s'est déchaînée contre les bolcheviks, parce qu'ils n'avaient pas fait une révolution « dans les règles », c'est Rosa qui a pris leur défense, dénoncé l'attitude des mencheviks et a attribué les erreurs des bolcheviks à leur isole-

ment, dû à l'immaturité et à la carence du prolétariat occidental, et tout d'abord du prolétariat allemand.

« Le bolchevisme, a-t-elle écrit en 1918, est devenu le mot-clé du socialisme international pratique, des aspirations de la classe ouvrière à la prise du pouvoir... Cette œuvre fait disparaître sans rémission toutes les erreurs et toutes les fautes particulières du bolchevisme... Ils ont ouvert les premiers la voie au prolétariat mondial... Voilà ce que la politique des bolcheviks comporte d'essentiel et de durable. En ce sens, ils conservent le mérite impérissable d'avoir donné l'exemple au prolétariat international, en prenant le pouvoir politique et en posant le problème pratique de la réalisation du socialisme... En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Il ne pouvait y être résolu. Et c'est en ce sens que l'avenir appartient au bolchevisme. » (Rosa Luxemburg, Œuvres politiques ; Ed. Maspero, p. 90, 97.) □

(1) « Le marxisme vulgaire tel qu'Engels le schématise dans Socialisme utopique et socialisme scientifique », selon Guillermin, ne me choque pas outre mesure. Cette brochure est formée de trois chapitres d'Anti-Duhring, choisis et remaniés par Engels, à la demande de Lafargue. Or, le texte d'Anti-Duhring a été lu et approuvé par Marx, qui en a rédigé les chapitres économiques. Marx était-il tombé dans la vulgarité engelsienne en 1877 alors que, comme le soutient Althusser, en exagérant dans l'autre sens, il n'était devenu pleinement marxiste qu'en 1875 (depuis la « Critique du programme de Gotha ») ?

recherches universitaires

nouvelle série

édité par
la MUTUELLE NATIONALE
DES ETUDIANTS DE FRANCE

Le numéro : 3 F

Abonnements :
POUR LES 6 PREMIERS NUMEROS A PARAITRE :

— Ordinaires	15 F
— De soutien	30 F
— Etudiants	10 F
— Etranger	25 F

C.C.P. La Source 31-16-199
19 M.N.E.F. Recherches Universitaires

NUMERO PARU

- CLASSES SOCIALES ET MILIEU ETUDIANT NUMEROS A PARAITRE
- MEDECINE DE CLASSE ET MILIEU ETUDIANT
- L'ORGANISATION DE LA SANTE
- MANIFESTATIONS REPRESSIVES DE LA SOCIETE
- AFFRONTLEMENTS SOCIAUX SUR LES PROBLEMES DE LA SANTE
- CONTRIBUTION POUR UNE SOLUTION SOCIALISTE AUX PROBLEMES DE LA SANTE

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné

adresse

désire m'abonner à « RECHERCHES UNIVERSITAIRES »
A cette fin, je vous joins mon règlement :

Signature :

M.N.E.F. — 6, RUE BEZOUT — PARIS-XIV^e — POR. 69.94

L'industrie : pour quoi faire ?

Michel Rocard

La doctrine officielle de l'industrialisme, défendue de concert par le gouvernement et par le patronat est simpliste. Seule la croissance accélérée de l'industrie peut assurer à la fois le plein emploi et l'excédent commercial nécessaire à la possibilité d'exister en tant que nation capitaliste autonome. Les autres objectifs économiques ou sociaux ne doivent donc être pris en compte que dans la mesure où ils ne contredisent pas « l'impératif industriel », pour reprendre le titre d'un livre écrit par un conseiller proche de M. Giscard d'Estaing.

Mais cette logique de l'industrialisme n'est en fait que l'expression des intérêts de la classe sociale dominante.

Comme l'ont clairement montré les débats préparatoires au sein des commissions, c'est le C.N.P.F. qui a fait le VI^e Plan.

Il s'est senti suffisamment fort, vu les appuis accrus dont il dispose à l'intérieur de l'appareil d'Etat, pour obtenir par l'intermédiaire du plan une légitimation supplémentaire de la stratégie qui s'impose à la couche la plus dynamique du patronat français. La concurrence entre les économies impérialistes, notamment en ce qui concerne les entreprises multinationales, est une réalité dans la phase actuelle. Les entreprises françaises ne peuvent y survivre qu'en formant elles-mêmes des entreprises multinationales, ou en s'intégrant à des conditions financièrement acceptables dans des groupes étrangers. Leur processus de concentration doit aussi s'accélérer et se traduire par des pressions encore plus fortes du capital sur l'appareil d'Etat et sur l'appareil financier, en vue de financer plus aisément son développement.

Cette stratégie n'est pas exempte d'arrière-pensées ou d'illusions de « paix sociale » : une partie des travailleurs — ceux des secteurs les plus avancés — sensibles à l'augmentation des salaires directs, serait mieux intégrée dans les entreprises et moins solidaire de leurs camarades travaillant dans des branches ou dans des zones en déclin. Les victimes directes des mutations accélérées n'auraient que des moyens de riposte réduits et seraient contenus par les possibilités de reconversion qui leur seraient offertes.

C'est dans le même esprit que le patronat a repris à son compte les propositions de la « politique sociale » du gouvernement : réforme du salaire minimum, mensualisation, etc. Cette « générosité » du patronat s'insère elle aussi dans une stratégie de modernisation de l'appareil productif capitaliste. La sous-rémunération de la force de travail dans de nombreux secteurs (textile, bâtiment...) et pour certaines catégories de travailleurs (immigrés, ruraux, femmes...) permet la survie de nombreuses entreprises vétustes et immobilise un capital que le patronat espère désormais mettre en valeur de façon plus intensive dans

les nouveaux secteurs à haute rentabilité.

Dans l'immédiat, cette redistribution des forces productives sera certes coûteuse pour les couches les moins avancées de la classe possédante, mais le patronat sait bien que les charges en seront très largement reportées sur les travailleurs par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat (fiscalité) et par l'intensification des conditions de travail.

L'objectif de compétitivité de l'industrie a été apprécié par rapport à la stratégie de la classe capitaliste, mais l'analyse doit être poursuivie au niveau des contradictions de cette stratégie avec les exigences de l'appareil productif et les besoins réels de la société française. Même dans la logique du système en place, c'est une stratégie bornée. Elle retarde d'un siècle. Il suffirait de créer des usines, de donner à la main-d'œuvre la formation juste nécessaire pour la mettre immédiatement au travail et l'on rat-

La stratégie de l'industrialisation du VI^e Plan, c'est pour la classe au pouvoir la tentative de survivre dans le contexte nouveau des économies ouvertes et des luttes engagées à l'échelle nationale, européenne ou mondiale.

Le rejet de cette stratégie n'est pas seulement fondé sur le constat de sa faible cohérence et la dénonciation de ses implications sociales, mais en même temps sur le refus du capitalisme et notre croyance en la possibilité de le remplacer à bref délai.

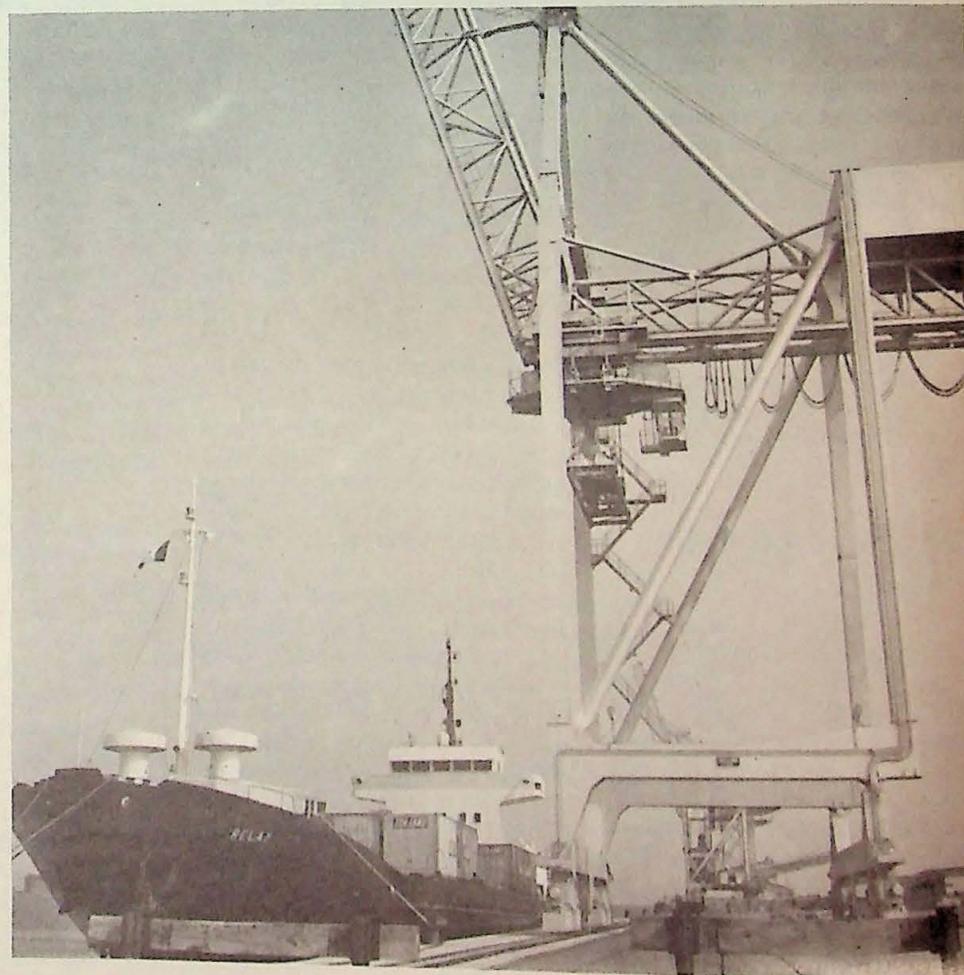
En faisant apparaître le coût de cette industrialisation en termes de concentration des pouvoirs, de dégradation des conditions de vie des individus et du potentiel collectif, c'est déjà un type de croissance, la croissance capitaliste, que nous mettions en cause. Pour les socialistes, c'est vers d'autres finalités qu'il faut tendre en s'appuyant sur d'autres forces sociales et en uti-

série économique et sociale



Agip

La priorité accordée dans le Plan au développement d'une industrie compétitive est plus le reflet d'un certain rapport de forces politiques et sociales et d'une conception capitaliste de la croissance qu'une exigence véritable du développement de la société française.



Agip

traperait notre retard industriel, tandis que les besoins dits « qualitatifs » seraient satisfaits dans une phase postérieure, celle de la société « post-industrielle »... Mais comment croire que notre appareil productif puisse atteindre un haut degré d'efficacité alors que, simultanément les conditions de vie et de transport se dégraderaient dans les villes, que la qualité et le contenu de l'enseignement resteraient au mieux inchangés, que l'amélioration de l'état de santé de la population se ralentirait ?

lisant d'autres moyens : une réorientation réelle de l'effort productif, dans le cadre de la construction du socialisme et de la démocratie ouvrière, visant l'emploi rationnel des ressources humaines et naturelles et des moyens techniques implique et la transformation des rapports sociaux de production et des modes d'exercice du pouvoir et la conquête d'une indépendance réelle vis-à-vis des économies impérialistes dominantes, c'est-à-dire un changement de nature révolutionnaire. □

Malades de la peste

Christian Leucate

Les hauts et les bas de la spéculation boursière à Wall Street, la fuite devant le dollar sur les marchés de change européens en sont les signes avancés : une « grande peur » se dessine au sein du capitalisme international, à l'égard de l'état de santé de l'économie américaine. Le système impérialiste se préparerait-il à une crise économique majeure ?

Ce risque se mesure en fait à la gravité des contradictions de la surpuissance américaine. Son développement porte tous les traits de ce que Lénine appelle le « capitalisme pourrissant » des monopoles et de l'impérialisme (1).

À l'intérieur, les pratiques monopolistes entretiennent le gaspillage et la stagnation relative des forces productives, marqués par une croissance médiocre (2,5 % par an en moyenne pour 5,6 % en Europe), l'existence chronique d'un fort volant de chômage, le gonflement des dépenses improductives et la dégradation des consommations collectives caractéristiques de la « société de consommation ». À l'extérieur, la stratégie agressive des grandes firmes et l'expansionnisme politique dominant les marchés, contrôlent financièrement et techniquement les économies nationales d'Europe et du tiers monde au prix d'une exportation massive de capitaux et d'un déséquilibre chronique de la balance des paiements entre les Etats-Unis et le reste du monde.

À partir de l'époque Kennedy, l'intensification de la course à l'espace et l'offensive militaire au Vietnam affectent profondément ce mode de fonctionnement du capitalisme américain. Les dépenses d'armement jointes au boom technologique entretiennent à partir de 1964-1965 des taux de croissance sans précédents, incitent les entreprises à un rythme intensif d'accumulation capitaliste et encouragent, dans un climat d'euphorie factice, la montée de la spéculation boursière.

Mais, dans le même temps, l'effort de guerre et l'escalade vietnamienne créent les conditions de la crise économique actuelle :

● Pour la première fois depuis la guerre de Corée, l'appareil productif fonctionne à la limite de ses capacités. Le patronat, accoutumé à disposer d'une abondante « armée de réserve industrielle », n'a plus les moyens de s'opposer aux revendications salariales alors que le chômage diminue très sensiblement, notamment pour les catégories les plus qualifiées.

● Pour sauvegarder leur taux de profit et leur capacité d'accumulation, les firmes pratiquent une politique continue de hausse des prix et d'inflation.

● La compétitivité des produits américains se dégrade sensiblement sur les marchés mondiaux et européens, tandis que, un capital important étant immobilisé dans les secteurs stratégiques, les importations doivent s'accroître afin de satisfaire des besoins accrus de consommation privée.

Le solde commercial des Etats-Unis — qui gage le coût de leur expansionnisme financier et militaire — connaît une dégradation accélérée (de 6 à 0,5 milliards de dollars de 1964 à 1969), alors même que les charges extérieures de la guerre du Vietnam s'élèvent jusqu'à plus de 3 milliards de dollars...

À partir de 1968-1969, c'est la crise ouverte. Le gouvernement fédéral tente de modérer la dépense publique (budget) et la consommation privée (par une surtaxe fiscale), rétablit un dispositif de protection contre les importations. Les résultats ne se font pas attendre : la croissance s'effondre, l'inflation continue ! En 1969, l'expansion de la production industrielle est nulle et si le taux de salaire s'élève de 7 %, 5,5 % sont repris sous forme de hausses des prix. Le chômage se réinstalle à son niveau habituel : 5 %, 9 % pour la communauté noire.

Au début de 1970, les mécanismes de l'accumulation du capital et de l'expansion impérialiste sont sérieusement atteints :

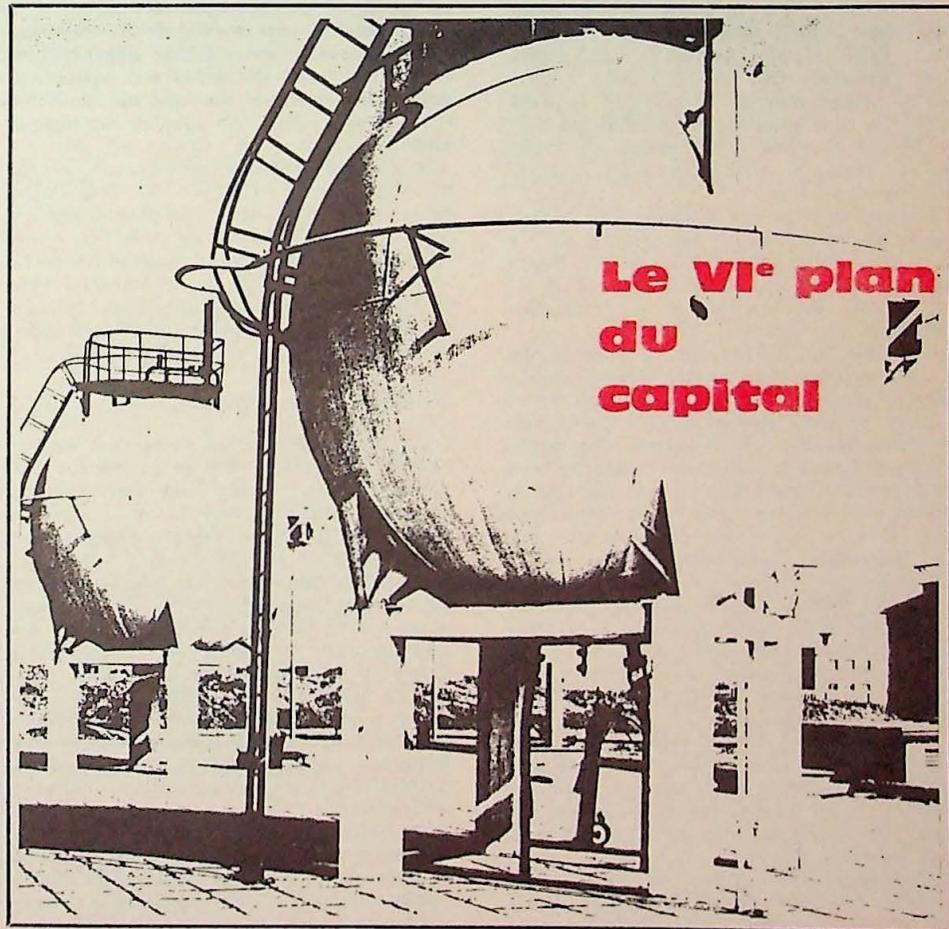
● Au sortir de 1969, les entreprises américaines connaissent une situation de trésorerie très tendue. Les menaces sur leur taux de profit qu'accompagnent crise de confiance et chute des

cours de bourse rendent leur financement extérieur hasardeux. La relance ne pourrait donc être financée que dans l'inflation (hausse des prix, hausse des taux d'intérêt). Le capitalisme américain qui hésite à prendre pleinement les risques sociaux et commerciaux d'une telle stratégie va devoir se résigner pour cette année encore à une économie de stagnation, avec toutes les conséquences de cette politique pour l'ensemble de l'économie mondiale.

● Le déséquilibre extérieur s'annonce plus sévère que jamais. Or, les Etats-Unis ne sont pas disposés à restreindre leur train de vie impérialiste ni en matière d'investissements privés à l'étranger (4 milliards en 1969) ni en matière de dépenses militaires. Il est vrai qu'ils se sont donné, avec le système monétaire international, tous les moyens pour que ce soit les économies dominées elles-mêmes qui financent, par le crédit accordé au dollar, l'expansion impérialiste. Mais ce système est fragile et une aggravation des rivalités interimpérialistes peut sérieusement l'ébranler : il suffirait, par exemple, que les spéculateurs européens continuent durablement à préférer le mark au dollar...

conque discipline en matière de prix ou de salaires. Enfin, l'administration Nixon ne peut prendre le risque d'une politique trop stricte du crédit qui pourrait entraîner l'ensemble des économies occidentales dans une récession généralisée. Somme de toutes ces contradictions, sa stratégie économique pour 1970 — un mélange de politique d'argent facile, d'économie budgétaire sordide sur les dépenses civiles et de bonnes paroles prudhommesques — s'avoue comme une subordination impuissante à la logique du capitalisme de guerre.

Cette situation est lourde de conséquences politiques. Alors qu'une crise idéologique ouverte traverse jusqu'aux milieux de la gauche « libérale » américaine le « bloc militaro-industriel », lui-même est désormais divisé à l'égard de l'extension du conflit indochinois. Les milieux d'affaires, notamment, sont de plus en plus conscients du fait que le rétablissement de conditions saines pour le développement du capitalisme américain passe par le désengagement militaire au Sud-Est asiatique. Contradiction secondaire, certes, mais qui introduit des facteurs non négligeables d'instabilité politique.



L'impuissance du pouvoir politique américain à maîtriser cette crise est patente : par ses choix politiques et militaires, le gouvernement fédéral ne peut qu'entretenir les tensions inflationnistes (déficit budgétaire, pesée sur les taux d'intérêt). En outre, contrairement aux gouvernements européens qui ont une longue pratique des « politiques de stabilisation », son credo libéral lui interdit d'imposer aux entreprises ou aux salariés une quel-

sinistre et dérisoire gendarme du monde, Nixon ne dispose plus guère comme arme de gouvernement que de l'hystérie idéologico-policière de « l'ordre et de la loi ».

(1) Sur le capitalisme américain, voir notamment la description, souvent contestable sur le plan théorique mais d'une grande efficacité critique, de Baran et Sweezy dans Le capitalisme monopoliste (Maspéro).



Le parti révolutionnaire, ici et maintenant

Christian Leucate (Paris)

La Parti Socialiste Unifié, qui se veut unanime sur l'exigence de la construction du parti révolutionnaire, va sans doute connaître, lors du prochain Conseil national, de sérieux affrontements sur les formes d'alliances qu'implique un tel choix. Ne risque-t-on pas, dans ce débat, d'escamoter quelques vrais problèmes : de quel type d'organisation révolutionnaire avons-nous besoin ? Avec quelles responsabilités stratégiques ? Quel rapport aux masses ?

Quelles responsabilités historiques ?

Il nous faut savoir dépasser les confrontations de pur dogme (Lénine contre Luxemburg, le Lénine de 1902 contre celui de 1905 ou 1917...) ou la fétichisation de telle ou telle référence historique (le parti bolchevik, les conseils ouvriers italiens...) : le parti révolutionnaire d'aujourd'hui ne peut se définir qu'au regard des responsabilités politiques précises que lui impose une situation historique concrète.

Ainsi, l'expérience de mai 1968 reste déterminante par ses leçons sur les formes possibles de la démocratie prolétarienne, lors de la rupture révolutionnaire (comités d'action) et parce que son échec même souligne les exigences de direction politique centrale qu'impose la prise du pouvoir d'Etat. Mais c'est principalement face à la politique de normalisation développée depuis lors, tant par la bourgeoisie que par les organisations réformistes, que nous devons définir nos responsabilités dans l'édification révolutionnaire.

1. La stratégie de la bourgeoisie monopoliste depuis 1968 entretient les conditions d'une crise sociale majeure : surexploitation ouvrière, crise des « classes moyennes », aggravation de la pression impérialiste. Les contradictions du bloc au pouvoir et le durcissement des rapports de classe qui en résultent, caractérisent une période pré-révolutionnaire.

Définir une stratégie adaptée implique cependant que l'on combatte toute simplification catastrophiste : cette révolution ne se fera qu'à des conditions précises de maturation idéologique et d'organisation politique.

● Ainsi, la décomposition avancée des superstructures bourgeoises (crise idéologique, crise des « libertés publiques ») ne traduit pas une évolution inéluctable vers le fascisme. En fait la classe dominante, tente de réussir au moins partiellement, l'intégration idéologique et sociale de la classe ouvrière. C'est sur ce terrain, et non sur celui de la défense démocratique, que le mouvement révolutionnaire va devoir s'organiser et se battre à titre principal.

● De même, on ne saurait identifier « période pré-révolutionnaire » et « situation pré-insurrectionnelle » : ce serait réduire nos responsabilités à l'attente, passive, d'un « second mai », réputé imminent et inévitable.

2. Malgré la faillite des forces politiques traditionnelles, l'hégémonie réformiste n'est qu'à peine remise en cause au sein des masses. Il est urgent sur ce point de préciser des analyses trop souvent marquées par le volontarisme :

● Depuis l'expérience de mai et par l'action continue des militants du P.S.U. ou d'autres groupes, une nouvelle conscience politique, de nouvelles formes de luttes, plus offensives et plus démocratiques, tendent à se développer dans les entreprises et à l'université.

● Néanmoins, le contrôle du débouché immédiat de chacune des luttes comme la capacité réelle de direction centrale appartiennent encore aux organisations réformistes et s'insèrent de ce fait dans leurs perspectives politiques propres : pratique syndicale économiste, stratégie social-démocrate.

Aussi, l'apparition de conflits sociaux « durs et exemplaires » ne suffit-elle pas à caractériser une « montée des luttes »

susceptible, par sa seule dynamique propre, de renverser le rapport des forces au niveau stratégique. Il est plus juste de parler d'un durcissement de certaines luttes, encore isolées, voisinant avec des situations de repli défensif, et dont le potentiel ne pourra se développer tant que ne sera pas construit l'outil central d'expression et de direction révolutionnaire.

● Enfin, il faudrait en finir avec une représentation mystifiante de la classe ouvrière, opposant, de façon simpliste, les masses supposées spontanément porteuses d'une « idéologie prolétarienne » et des appareils (P.C.F., C.G.T.) ayant définitivement sombré dans l'embourgeoisement. C'est, en fait, dans une situation de subordination idéologique de très larges secteurs de la classe ouvrière — et des couches moyennes — que le mouvement révolutionnaire va devoir s'affirmer.

Sa responsabilité principale n'est donc pas de dénoncer comme « adversaires de classe » les organisations réformistes mais bien de se donner les moyens de faire éclater les contradictions idéologiques existant au sein de l'ensemble des masses placées sous leur contrôle.

A cette fin, la construction du parti révolutionnaire doit s'assigner une triple mission :

● Développer une réelle capacité d'initiative et d'intervention dans les luttes revendicatives immédiates ;

● Se doter des moyens d'expression politique de masse susceptibles d'ébranler, au sein de chaque couche sociale, l'hégémonie de l'idéologie dominante ;

● Arracher leur monopole de direction du mouvement ouvrier aux organisations réformistes, en démontrant son aptitude à unifier les pratiques de lutte sur les différents fronts dans un projet stratégique global.

Soyons bien conscients que tant que nous ne disposerons pas d'un tel instrument, nos mots d'ordre « stratégiques » de contrôle ouvrier et d'action en tenaille ne correspondront à aucune capacité effective de prise en charge collective et se condamneront à n'inspirer que des pratiques dispersées, sujettes à toutes les récupérations institutionnelles.

Quelle organisation révolutionnaire ?

Au regard de ces exigences concrètes, le Conseil national devrait se prononcer sans ambiguïtés sur les problèmes suivants :

1. Quel enjeu représente, dans l'édification du parti révolutionnaire, l'acquis et le développement propre du P.S.U. ?

● Accepterions-nous les tentations liquidatrices qui considèrent le Parti comme « un milieu de travail parmi d'autres » que l'on investit ou que l'on déserte selon l'appréciation changeante que l'on porte sur la possibilité de l'utiliser pour partie au sein d'un vaste ensemble d'obédience maoïste ? De faire de cette référence, aussi importante soit-elle, le critère exclusif du partage de classe entre révolutionnaires et réformistes ?

● Nous laisserions-nous pétrifier dans l'attitude purement conservatoire — style Bureau national — qui, au nom de l'unanimité n'entretient qu'immobilisme, ambiguïté et chauvinisme d'organisation ?

● Affirmerions-nous au contraire la possibilité d'un apport spécifique du P.S.U. à l'édification révolutionnaire, en reconnaissant sans vain avant-gardisme, que sa base sociale actuelle et ses indécisions idéologiques ne lui donnent ni le droit de prétendre construire le parti révolutionnaire par son seul renforcement interne, ni même la certitude de conserver un rôle hégémonique dans une telle construction ;

— Que c'est dans une confrontation sans complaisance avec les autres forces révolutionnaires que le Parti peut être effectivement contraint à clarifier son projet politique.

— Mais qu'enfin, il représente à la fois par la somme d'expériences acquises dans les luttes et par la façon dont il peut réfléchir les débats qui traversent l'ensemble du mouvement ouvrier, le seul centre possible de confrontations et d'initiatives à partir duquel on puisse tenter de dégager la construction du parti révolutionnaire du piètement théorique et du sectarisme sous le signe desquels risque de s'effectuer la restructuration des actuels courants trotskystes et maoïstes.

Cela signifie notamment que ce n'est pas dans une succession « d'abandons partiels de souveraineté » mais dans des débats exigeants avec ses partenaires, tant sur les formes et les objectifs de chaque action que sur les initiatives de regroupement révolutionnaire, que le P.S.U. pourra le plus utilement faire l'apport de son acquis politique et organisationnel, à la construction du parti révolutionnaire.

2. Comment engager la construction du Parti révolutionnaire ?

Il est temps de réfuter les termes attentistes et sentimentaux dans lesquels le problème de l'édification révolutionnaire est posé depuis Dijon en référence au « mouvement de mai » ou à un « courant socialiste » aussi vague que vaste.

Cette dernière notion n'a plus d'efficacité que dans la mesure où elle consacre la rupture avec « l'alternative démocratique » et peut nous rappeler que le parti révolutionnaire ce n'est pas la simple fusion des groupes existants. Que c'est la constitution, par la dynamique d'un tel regroupement, d'un pôle capable de rallier par exemple les oppositionnels révolutionnaires du P.C.F. ou de la C.F.D.T., mais aussi de larges fractions des masses encore influencées par le réformisme, mais aussi tous les éléments en voie de radicalisation des couches ouvrières, paysannes et même petites-bourgeoises.

Cette perspective nous crée dans l'immédiat des responsabilités bien précises ;

● Nous devons nous situer clairement au sein des débats qui traversent le mouvement révolutionnaire sur des problèmes aussi décisifs que l'analyse de classe du P.C.F., la pratique syndicale, les formes de l'action de masse dans la période présente... A qui le camarade Heurgon fera-t-il croire que se reconnaître cette responsabilité, prendre acte des convergences apparues sur ce terrain avec la Ligue et L.O., c'est choisir entre « gauchistes légaux » et « gauchistes révolutionnaires » ? N'y aurait-il, à ses yeux, qu'une réponse juste au problème de la violence révolutionnaire, celle apportée par la pratique actuelle de la Gauche Prolétarienne ?

● Nous devons également définir les formes du regroupement révolutionnaire :

Nous contenterions-nous, en matière de « d'initiative révolutionnaire » de colloques et de revues — ouverts à tous mais où le Parti n'est rien — et de la seule ambition de nous situer au sein d'un « mouvement révolutionnaire » aux contours indéfinis et sans principe organisationnel ?

Devons-nous, au contraire, réaffirmer clairement notre exigence d'un parti, au sens précis d'avant-garde organisée, seul instrument politique nous donnant les moyens d'assumer l'ensemble de nos responsabilités futures et immédiates.

Si tel est notre choix, soyons conscients que toutes nos initiatives unitaires, tous les débats idéologiques ne vaudront, à terme, que par les sanctions organisationnelles que nous saurons leur donner.

La proposition d'intervenir dans la fusion Ligue - L.O. n'exclut ni la constitution de fronts unis contre la répression ou l'impérialisme, ni la recherche d'actions unitaires diversifiées sur les divers fronts de lutte. Alors, de grâce, gardons-nous de faire du mot d'ordre — juste — d'« unité à la base » l'alibi de notre impuissance ou de notre refus à prendre toutes nos responsabilités, dans les initiatives centrales éga-

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

lement indispensables pour amorcer effectivement la construction de l'organisation révolutionnaire.

Cette tâche sera longue. Elle implique l'acceptation lucide d'étapes intermédiaires tant du point de vue de l'ampleur du regroupement que de celui du type d'organisation. Ne préjugeons pas des formes achevées du parti révolutionnaire. Notre problème immédiat est de trouver quel type de débat interne et externe peut permettre, dans le respect et l'efficacité organisationnelle, que les premiers regroupements ne créent pas une grosse secte mais un réel pôle d'action ouvert à l'ensemble des forces révolutionnaires.

3. Comment situer notre pratique à l'égard des organisations de masse ?

Nul ne conteste que l'efficacité du parti révolutionnaire nécessite la médiation de telles organisations. Un accord aussi général se fait, au sein du Parti, à la fois pour dénoncer les déviations opportunistes ou économistes propres aux formes actuelles de l'action syndicale.

Mais sur cette base, un débat sans fauxsemblants doit éclairer les perspectives politiques que nous entendons donner à notre intervention dans les entreprises :

● Estimons-nous que la forme syndicale est par elle-même dépassée et que, sur le front de la production, les initiatives du Parti doivent se développer principalement en dehors des organisations syndicales existantes (ou contre elles) avec pour objectif avoué la construction d'une organisation ouvrière d'un type nouveau (résultant par exemple de l'institutionnalisation de comités de base) assurant la fusion immédiate de l'action politique et de l'action syndicale ?

● Pensons-nous, au contraire, qu'un tel choix, appliqué à la phase actuelle, ne peut conduire qu'à l'isolement des militants révolutionnaires dans un avant-gardisme impuissant et à l'abandon de fait du contrôle des luttes réelles à l'hégémonie réformiste ? Que, pour cette raison, la radicalisation politique de l'action revendicative passe et par le renforcement de l'organisation politique sur les lieux de production et par une présence massive et offensive des militants révolutionnaires au sein des organisations de masse existantes, y imposant par une pratique exigeante de la démocratie syndicale le durcissement des formes et des objectifs de lutte ?

Tel nous semblent, les principaux problèmes à débattre si nous voulons donner au Conseil national les enjeux les plus significatifs.

Contre la liquidation du parti

Bureau 20^e section de Paris

L'article du camarade Terray (T.S. N° 455) sur le Conseil national de juin 70 a pour objectif de modifier l'ordre du jour proposé par la D.P.N., qui fait du contrôle ouvrier le point principal et premier de la discussion, et y substituer le problème de la construction du parti révolutionnaire. Cette initiative serait « terriblement révolutionnaire » si elle ne cachait pas un postulat laissé implicite et indémontré par Terray selon lequel le problème de la construction du Parti est identique au problème de l'unification avec les groupes. Or ceci est, à notre avis, une confusion dangereuse et immotivée. En effet on ne voit nulle part dans les démonstrations de Terray en quoi la construction du Parti (sur laquelle tout le monde est d'accord, verbalement du moins) passe par l'unification avec les groupes plutôt que par le développement de la base prolétarienne du P.S.U., ce qui ne peut se faire que par l'approfondissement de notre stratégie dont le contrôle ouvrier est un des points fondamentaux.

Mais c'est sur le « verbalement » que nous voulons revenir et montrer en quoi, à notre avis, Terray pose « verbalement » le problème de l'unité.

En effet après avoir fait longuement le procès des options et des actions du Parti depuis Dijon, Terray sous le titre « Abou-tir à des décisions concrètes » nous propose 4 points que nous devons étudier en détail parce qu'ils soulèvent un certain nombre de problèmes de fond concernant le Parti, sa presse, son « idéologie », ses cadres, etc.

1^{er} point : « Ouvrir avec tous les militants et les groupes... une discussion... Cette discussion doit recevoir dans notre presse (journal et revue) une place privilégiée. »

De quoi s'agit-il ? De livrer T.S. aux différents groupes qui s'en serviront comme tribune pour eux-mêmes en juxtaposant chacun leur position sur tous les problèmes (car on ne peut pas parler sérieusement de « stratégie et d'organisation » comme propose Terray, sans aborder à peu près tous les problèmes du marxisme).

Nous aurons droit ainsi, par exemple, à la conception du parti chez Lénine, Staline (?), Mao ou Bakounine (on « oublie » habituellement Marx sur le sujet ; heureuses exceptions les articles de Molino et de Verger : T.S. N° 456, qui seuls en parlent) c'est-à-dire la conception du parti chez ces auteurs telle que la voient ces groupes. A propos de la stratégie, nous devons parler de l'Etat, des syndicats, de l'impérialisme, du socialisme, etc. (par exemple nous en viendrons inévitablement à discuter des faits tels que : savoir si l'U.R.S.S. a « dégénéré » en 1921, 1926, en 1956 ! Ou encore savoir si la Chine est un Etat socialiste, paysan, petit bourgeois, ouvrier dégénéré, etc.). Les conséquences d'une telle « discussion » dans les colonnes de T.S. n'amèneraient en rien la construction du parti, ni de la théorie révolutionnaire.

Pas plus que le Parti ne se construit en juxtaposant des appareils, la théorie ne se construit, comme nous allons le voir, en juxtaposant des « idées ».

En effet, prenons le problème de la revue « Critique Socialiste ». Alors que nous avons absolument besoin d'un outil de développement théorique (« Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire » Lénine) nous la transformerions en tribune pour des personnalités qui expliqueraient côte à côte, leurs vues sur chaque problème. Certes cela n'est pas mauvais en soi, c'est ce qu'a fait le N° 2 de « Que faire ? » sur le P.C.F. Mais, pour prendre cet exemple, si ce numéro apprend

à ceux qui l'ignorent telle ou telle analyse sur le P.C.F., il se borne là, il ne fait progresser en rien l'analyse qui est à créer, à développer et à synthétiser sur ce sujet. Or « Critique Socialiste » doit être, primo : une revue théorique, c'est-à-dire qui fait avancer la théorie et secundo la revue du parti, c'est-à-dire une revue où se forge l'unité de la théorie et de la praxis, où des travailleurs manuels et intellectuels apprennent la théorie en l'élaborant et non la revue de notables gauchistes (car les groupes ont déjà leurs notables et bien plus que chez nous).

En résumé, les rédacteurs d'une revue révolutionnaire sont à faire surgir du Parti ou à regrouper en équipe, ils n'existent pas encore et certainement pas dans les groupes.

2^e point : Terray nous dit que « cette discussion ne saurait être un débat académique abstrait ; qu'elle doit être aussi longue (!) et approfondie (!) qu'il faudra... ». Mais nous avons vu plus haut en quoi cette discussion, serait académique (les mandarins étant remplacés par les vedettes gauchistes). Ajoutons que la « longueur » et la « profondeur » sont justement le plus souvent des critères académiques et abstraits.

3^e point : « Il faut déclarer dès maintenant que notre Parti ne se considère pas comme le noyau privilégié du futur Parti révolutionnaire » nous dit Terray. Ici nous disons non, non, et non à ce perpétuel masochisme de certains militants du P.S.U. envers leur Parti ; si Terray est mal dans sa peau, tant pis pour lui ; les militants engagés dans les luttes n'ont que faire de ce défaitisme et ont déjà choisi depuis longtemps entre marxisme révolutionnaire et social-démocratie. Si le parti était social-démocrate, nous n'y serions, pour notre part, tout simplement pas. Cela ne veut pas dire que par autosatisfaction nous nous proclamions le parti révolutionnaire, mais nous représentons l'ébauche la moins imparfaite, le maximum de conscience possible, « l'avant-garde » qui, si elle se radicalise et s'implante sera reconnue par le prolétariat. Or de cette avant-garde, si le P.S.U. n'en est pas le seul élément, il en est néanmoins le pivot. Nous n'avons donc pas à « être prêt » aux plus larges concessions en ce qui concerne le siècle, les structures et les hommes pour peu qu'on nous en propose de meilleurs ». Le sigle P.S.U. pris littéralement ne signifie plus grand-chose, mais concrètement il représente beaucoup dans l'esprit des masses. Pourquoi s'appeler alors P.C.U. (m.l.) par exemple ? Quant aux structures, bon nombre de militants rejettent catégoriquement le « centralisme démocratique » c'est-à-dire l'ultra-centralisme léninien, issu des conditions de la lutte contre l'autocratie tsariste, conception vieillie et déjà discutée en son temps, qui ne peut absolument pas être la forme d'organisation adaptée au parti. C'est pourtant ce que nous proposent les trotskystes et les maoïstes. Ils ignorent visiblement que le chantage : toute forme d'organisation qui ne serait pas léniniste serait social-démocrate, ne vaut même pas la peine d'être pris en considération pour qui a un tant soit peu étudié Rosa ou Gramsci ou pour qui s'inspire des luttes réelles des masses qui ne cherchent nullement à être enrégimentées par un nouvel appareil bureaucratique (cf. Barjonet : « La révolution trahie de Mai » ; « le subjectivisme de Lénine »).

En ce qui concerne les hommes, pour revenir à la phrase de Terray, nous avons produit des dirigeants nationaux, locaux ou syndicaux (à commencer par Terray lui-même dans ce 3^e cas) que pourraient nous envier tous les groupes réunis.

4^e point : Terray à propos des « différents fronts où nous combattons aujourd'hui » les survole : « lutte contre la répression, lutte contre l'impérialisme etc. » on aimerait connaître cet « etc. » ! Mais pour être plus précis il faudrait avoir une perspective politique que Terray n'a visiblement pas.

Kergoat sera plus précis, dans le même n° de T.S., en parlant de la campagne armée avec la Ligue (qui n'a pas dépassé le cadre d'une campagne anti-répression) et de la campagne anti-impérialiste (à propos de la lettre de L.O. et de la Ligue au Mouvement de la Paix le 10 mai) Le progrès de l'article de Kergoat et de celui de Vessilier dans le numéro suivant de T.S., par rapport à Terray, c'est qu'ils posent explicitement le problème de la fusion où elle est possible, c'est-à-dire avec la Ligue et L.O. et le problème des alliances avec le P.C.F. (Terray, lui, y met de telles conditions qu'il ferait mieux d'avoir la clarté de refuser toute alliance avec le P.C.F.).

Nous sommes quant à nous pour l'alliance avec le P.C. mais sans oublier que, c'est en quelque sorte une alliance non seulement avec une large fraction de la classe ouvrière mais en même temps avec la bureaucratie stalinienne, principal obstacle au développement des forces révolutionnaires dans le monde. Si on s'allie à eux c'est pour faire éclater les contradictions entre la bureaucratie et les masses. C'est pourquoi, loin de faire taire les critiques, l'alliance avec le P.C.F. doit les renforcer. (Critique n'a rien à voir avec dénonciation verbale des dirigeants, ce qui ne sert qu'à les souder un peu plus à leur base ; critique signifie attaque théorique et pratique en démontant le stalinisme et en proposant autre chose sur le contenu du socialisme et par là-même sur les « moyens » d'y arriver.

En ce qui concerne nos rapports avec les groupes, deux lignes sont apparues au cours du débat dans les trois numéros de T.S. (et à la Fédération de Paris) : l'une Kergoat-Vessilier en faveur d'une petite fusion (avec L.O. et la Ligue) ; l'autre, Terray-Paris-majo en faveur d'une grande « fusion des Mao à l'A.J.S. (incluant bien sûr la Ligue et L.O.).

Nous ne pouvons souscrire au projet de grande fusion avec tous les courants pour des raisons concrètes que Terray, etc., ne prennent même pas en considération car cela ruinerait leur projet. Si l'on élimine les Stalino-trotskystes de l'A.J.S. avec qui nous n'avons rien de commun (ce n'est pas nous qui créons un concept aussi bâtarde, c'est la bâtarde de cette organisation qui nous force à l'employer) il nous reste à examiner pourquoi nous sommes contraints d'écarter les différents groupes maoïstes en tant qu'organisations pour une éventuelle fusion. Il existe trois groupes notables : la Gauche Prolétarienne, le P.C.M.L.F. et Vive la Révolution. La G.P., nous l'avons démontré maintes fois (cf. articles de A. Guillermin et S. Mallet dans T.S.) est populiste et non marxiste, on voit mal comment fusionner avec (quand bien même elle le voudrait) ; ajoutons que selon Terray (« Que faire » n° 1) elle n'est même pas maoïste ! Ce groupe, d'autre part, n'a ni base ouvrière (cf. le manque total d'écho lors de sa dissolution) ni programme ouvrier (cf. la nullité de la défense de Le Dantec, malgré l'excellente tribune qu'était pour un révolutionnaire ce tribunal inique).

En ce qui concerne le P.C.M.L.F. nous avons reconnu qu'il avait une certaine implantation. L'obstacle est son stalinisme non seulement pour ses rapports avec nous

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

mais aussi pour lui-même. Le stalinisme n'ayant plus aucune chance, la place étant prise par les P.C. officiels pro-russes, cette contradiction insoutenable entre une pratique révolutionnaire et l'adulation du bourreau du mouvement ouvrier a valu au P.C.M.L.F. d'éclater en 5 fractions hostiles ; cet organisme en tant que parti est donc un cadavre, par contre ses militants ouvriers demeurent vivants ! (il semble bien que ce soit à eux que fait allusion la commission Entreprise en parlant de maoïstes dans les boîtes). Mais nous ne pouvons les toucher à travers les micro-groupes où ils subsistent ; ils se rallieront à nous dans une pratique prolétarienne commune.

Quant à « Vive la Révolution », on peut discuter avec (ainsi qu'avec les « Cahiers de Mai » qui en sont proches tout en n'étant pas maoïstes), mais il s'agit là honnêtement de groupuscules, 100 à 200 personnes, avec pour la première un côté « Nanterrois » accentué. Ajoutons que si ces groupes ne manquent pas d'intérêt, ils sont contre tout « parti ».

La réalité nous force donc de constater que seuls la Ligue et L.O. sont des interlocuteurs possibles (ajoutons qu'ils cherchent à fusionner, ce qui décuplerait leurs forces) et que l'un d'eux, L.O., est le seul groupe organisé nationalement avec une forte base ouvrière. Qu'ils soient trotskystes ou maoïstes importe peu face à ces jugements de réalité. Nous nous devons d'intervenir dans leur processus de fusion, sinon elle se fera à nos dépens, et, cette fusion étant loin d'être faite, amènera L.O. à comprendre que nous représentons pour eux plus d'intérêt que la Ligue, s'ils veulent bien s'écarter un peu de « l'accuménisme trotskyste ».

En effet, Kergoat a dit, à juste titre, que nous nous intéressons à ces groupes « à la limite en dépit du fait qu'ils soient trotskystes ». Nous pensons que cela est parfaitement exact et qu'un axe de lutte comme le « contrôle ouvrier » amènerait enfin les trotskystes à éclaircir leurs positions ou à se montrer finalement réactionnaire. Que devons-nous entendre en effet par contrôle ouvrier et qu'entendent par là les trotskystes (s'ils en parlent) ?

A notre avis nous devons entendre par ce mot d'ordre : *contrôle ouvrier sous le régime capitaliste*, c'est-à-dire auto-organi-

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

Quelle organisation révolutionnaire ? Comment la construire ?

Bernard Brain (Paris)

De toutes les discussions soulevées à propos du problème de la construction du Parti Révolutionnaire, toutes renvoient finalement à deux questions majeures : de quelle organisation avons-nous besoin ? Quel est le chemin le plus court pour y parvenir ? Il n'est pas sûr que tous les camarades soient d'accord sur les réponses à formuler à ces deux questions préalables. *De quel parti s'agit-il ?*

Le problème du parti à construire ne se pose pas dans l'abstrait. La théorie ne devance jamais la pratique sociale. Et ce sont les problèmes pratiques qui suscitent les éléments théoriques susceptibles d'apporter des solutions à ces problèmes. Le parti n'est pas non plus une fin en soi mais un instrument de lutte au service de la classe ouvrière et de ses alliés. C'est ainsi qu'à la question : de quelle organisation avons-nous besoin ? les seules références historiques ou dogmatiques sont insuffisantes. Nous savons bien que Lénine — à qui l'on attribue faussement une conception figée du parti — a modifié très souvent sa façon de voir en fonction des nécessités pratiques de la lutte découlant de la période historique. C'est encore en raison du caractère exceptionnel des premières années de construction du socialisme dans les conditions que l'on sait, que Lénine devait faire voter au X^e Congrès du P.C. (b) l'interdiction temporaire des fractions dans son parti.

Pour ce qui nous concerne l'analyse de la période a été correctement faite par notre parti depuis le VI^e Congrès. Il serait bien sûr nécessaire de préciser encore, mais les dominantes sont claires : crise du capitalisme ; durcissement autoritaire du régime et politique conjuguée d'intégration et de répression (non pas le fascisme !) ; faillite des partis traditionnels de la gauche en même temps qu'emprise encore considérable du P.C. sur la classe ouvrière ; etc.

C'est ce contexte politique, ce sont les nécessités pratiques nées des formes et contenus nouveaux de la lutte des classes (sans négliger les plus traditionnelles), qui doivent nous guider pour dégager les grandes lignes de l'organisation qu'il est nécessaire et possible de construire maintenant. Il est probable que nous ne dessinerons pas les contours du parti révolutionnaire, tel qu'on peut le rêver théoriquement. Mais cela ne fait rien. Les plus impatients devront attendre ! Ce sont les nécessités objectives de la lutte des classes qui le commandent et non pas les désirs subjectifs conjugués de quelques dizaines d'intellectuels.

Le problème essentiel est donc bien de faire émerger un pôle assurant le débouché politique global aux luttes radicales menées sur le terrain afin de modifier réellement le rapport des forces entre réformistes et révolutionnaires au sein de la classe ouvrière (principalement), de faire reculer l'emprise du stalinisme et des illusions réformistes.

Nous ne partons pas de zéro

A cet égard, il faut parler concrètement et sincèrement : nous ne partons pas de zéro ! Le P.S.U. a déjà un actif non négligeable (acquis après de longues années d'efforts de nombreux militants) que ce soit dans le milieu paysan ou le mouvement ouvrier. A l'intérieur même des organisations représentatives de ces milieux, les courants correspondant le mieux aux idées que nous défendons sont en progression rapide. C'est aussi par là que passe le pôle alternatif ! Nous ne pouvons passer sur les dangers d'isolement et de sectarisme qui guettent toute organisation d'extrême-gauche. Nous ne croyons pas à l'avant-garde auto-proclamée, au noyau dur qui, parce qu'il aurait sur tout problème la position juste et des structures bolcheviques de parti, verrait automatiquement affluer vers

lui un à un les militants ouvriers. L'histoire de ces trente dernières années a eu raison de ces groupes, spécialistes du « témoignage révolutionnaire ». C'est en réalité en prise directe avec les masses, avec elles et sous leur contrôle que se dégagera l'avant-garde révolutionnaire.

Deux dangers à éviter

La polémique entre la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, à propos du 1^{er} Mai, révèle assez bien les deux conceptions contradictoires, mais toutes deux erronées, dont ces organisations conçoivent l'intervention politique. La L.C., privilégie à l'excès l'apparition autonome de l'avant-garde sans liens réels et prolongés avec les masses. Elle plaque, de l'extérieur, ses propres mots d'ordre sur la classe qui n'a pas été consultée pour les élaborer : c'est l'avant-garde... sans masses (ouvrières). L.O., au contraire, se sacrifie sur l'autel de la C.G.T. au nom d'un sociologisme mécaniste : puisque l'avant-garde de masse n'existe pas réellement, le rôle des militants révolutionnaires est de défiler aux côtés des masses et des responsables C.G.T. : et d'étouffer complètement leurs propres mots d'ordre au sein du cortège C.G.T., et de négliger l'apparition d'une direction révolutionnaire de rechange ! L'intervention politique révolutionnaire conséquente en direction des masses est un art difficile. Il faut sur chaque problème allier correctement l'apparition autonome de l'avant-garde (nécessaire à la démonstration de l'existence d'une direction révolutionnaire de rechange à celle du P.C.F.) et la présence dans les luttes des militants révolutionnaires (assumant chaque fois que possible la direction politique des luttes de masse). Il ne doit pas y avoir disproportion entre ces deux moments de l'intervention politique, mais au contraire étroite corrélation, l'un assurant le prolongement de l'autre.

Le problème des rapports avec le P.C.F. se pose de la même façon. Contrairement à ce que pense E. Terray, le Bureau National du Parti a eu raison de passer les compromis qu'il a passés et qui nous ont conduits à la Bourse du Travail le 29 avril, au 1^{er} mai et au rassemblement du 10 mai à Vincennes. Certes, il y a de bons et de mauvais compromis. On pourrait discuter longuement sur ces trois là et notamment sur celui concernant la loi anti-casseurs. Mais globalement, la politique du compromis était juste et les compromis passés, à quelques nuances près, honorables. Mais ce qui caractérise essentiellement cette conception des rapports avec le P.C.F., c'est la double apparition nécessairement complémentaire : c'est, d'une part Simon ou Bridier s'adressant à l'ensemble des militants sur nos positions, grâce au compromis passé, c'est Rocard défilant en tête du cortège aux côtés des dirigeants du P.C. et c'est, d'autre part, chaque fois un fort groupe de militants révolutionnaires, organisé par le parti ou en accord avec d'autres groupes, assurant l'apparition cohérente d'une possible direction de rechange et permettant aussi le soutien de masse aux idées exprimées par nos dirigeants de la tribune. Il ne s'agit pas là de deux politiques différentes ! Nous n'avons pas à choisir entre ce que — de Terray à la presse bourgeoise en passant par le P.C.F. — on nous présente comme deux voies. Comme s'il y avait une voie des groupes révolutionnaires sur laquelle nous devrions nous aligner ! Non, il s'agit en fait d'une seule et même politique. C'est encore une politique difficile à manier, mais c'est la seule qui ne tombe ni dans le piège de la caution du P.C.F., ni dans le témoignage esseulé. C'est la seule qui permette le déplacement du rapport des forces au sein de la classe ouvrière et de ses alliés. C'est celle enfin qui maintient

l'unité de la classe ouvrière face à l'ennemi de classe.

Le P.S.U. a un acquis dans ces domaines. Nous pensons même qu'il est actuellement le groupe politique le moins mal armé pour réaliser les tâches politiques de l'heure. Est-ce à dire qu'il soit exactement l'outil politique nécessaire pour la période. Nous savons bien que non. Nous savons bien qu'organisés ou inorganisés, de nombreux militants révolutionnaires existent avec lesquels nous pourrions travailler pour réaliser les tâches politiques que nous nous sommes fixées.

Non à l'œcuménisme !

Non au « tout ou rien »

Il est clair que si l'on pose le problème dans les termes qui précèdent, l'œcuménisme révolutionnaire n'est pas de mise ! Car alors, de deux choses l'une : soit on pense que le regroupement de tous les révolutionnaires de quelque horizon qu'ils soient n'est pas possible (ce qui est évident) et l'on prend pour prétexte cette impossibilité constatée pour mener une politique sectaire débouchant sur l'immobilisme et le maintien des ambiguïtés ou dans le cas le moins défavorable pour une politique visant à construire le Parti révolutionnaire autour du P.S.U. seul. Soit on pense vraiment qu'on va aboutir à des résultats et nous voyons trop bien tous les travers dans lesquels une telle organisation pourrait tomber (politique erronée vis-à-vis du P.C.F., avant-gardisme que déterminerait en grande partie les composantes sociologiques d'une telle organisation). Une fusion même très partielle ne peut donc pas être rejetée a priori. Il existe en réalité un processus combiné dans la construction du Parti révolutionnaire : regroupement des révolutionnaires entre eux et adhésion des masses à l'embryon d'avant-garde déjà existant. L'un ne va pas sans l'autre, ils se renforcent mutuellement. Camper triomphalement avec ses positions justes et attendre que les masses rejoignent l'avant-garde éclairée ne suffit pas. Il ne suffit pas non plus de regrouper des révolutionnaires pour qu'un parti révolutionnaire existe ; il faut encore que celui-ci soit reconnu comme direction par la classe ouvrière ou une fraction importante de celle-ci.

Le problème est alors de déterminer en quoi un regroupement de révolutionnaires (et lequel ?) peut favoriser une plus large adhésion, un plus large soutien des masses ouvrières à cette nouvelle organisation. Cette question renvoie bien sûr à la ligne politique, à la nature de l'organisation nouvelle, au type de travail dans les syndicats et auprès des masses, à l'internationalisme. Ce sont donc l'ensemble des problèmes qu'il faudra discuter avec nos partenaires, et pas seulement des meilleures conditions démocratiques de coexistence dans une même organisation. L'organisation à créer devra constituer un pôle révolutionnaire rompent à la fois avec la ligne réformiste du P.C.F. et celle ultra-gauchiste ou populiste de l'ex-Gauche Prolétarienne. Cela ne signifie aucunement que nous mettions ces deux organisations sur le même plan, mais que la bataille politique et idéologique avec ces deux déviations du mouvement ouvrier doit être sans merci. Nous ne pensons donc pas que ce courant soit extérieur au mouvement ouvrier et c'est pour cela que nous devons multiplier les actions de solidarité pour mettre fin à la répression qui l'atteint plus que d'autres.

Ouvrir la discussion sans exclusive

Il faut s'adresser à l'ensemble des organisations de l'extrême-gauche et pas seulement à la L.C. et à L.O. Nous ne nous

sation des masses en lutte, là où les trotskystes entendent contrôler des masses sur « l'Etat ouvrier » et ses directeurs d'usines après la prise du pouvoir, c'est-à-dire sous le régime socialiste. Le contrôle ouvrier préfigurant pour nous l'autogestion, c'est-à-dire le socialisme tel que nous l'entendons, les trotskystes seront bien forcés à ce propos et devant les masses, de dire concrètement s'ils entendent par socialisme dictature de l'Etat, du Parti et des bureaucrates (tel que Trotsky l'entend dans « Terrorisme et Communisme ») et tel que Lénine l'entendait aussi) ou au contraire pouvoir politique et économique à l'échelon local (villes, usines) et national des Conseils ouvriers surgis spontanément des luttes pour la prise du pouvoir comme les Soviets ou les comités d'usine allemands.

C'est pourquoi cet axe stratégique a le double avantage de nous faire voir clair en nous-mêmes et de contraindre les autres (Ligue, L.O.) à clarifier leurs positions ; c'est pourquoi approfondir le concept de « contrôle ouvrier » n'est nullement contradictoire avec un processus unitaire mais au contraire ne peut qu'y contribuer.

En conséquence : la X^e section de Paris du P.S.U. a adopté par plus des trois quarts des voix la motion suivante :

« Le problème de la construction du Parti Révolutionnaire passe prioritairement par l'approfondissement de la notion de contrôle ouvrier et non par le problème de la fusion avec les groupes qui dans cette perspective vient en second.

Les deux problèmes : *contrôle ouvrier et création du Parti*, sont deux moments d'un même processus et ne sont pas séparables. Le Parti naîtra des luttes et de leur contenu révolutionnaire et non d'ententes d'appareils. Si nous avons une notion claire du contrôle ouvrier et de la perspective dans laquelle il se place, les groupes nous rejoindront d'autant plus aisément.

En conséquence la section demande pour les Conseils, fédéral et national, de juin 1970 :

- que l'ordre du jour soit maintenu avec comme point n° 1 le contrôle ouvrier ;
- que la majorité du temps des débats soit consacrée à ce problème. »

faisons pas d'illusion sur les possibilités réelles d'accord avec des groupes politiques faisant de Staline un héros du socialisme ou analysant le P.C.F. comme un ennemi de classe ou encore préconisant la destruction des syndicats. Mais le débat ne doit pas être fermé à priori. Ce sont les groupes qui s'excluront d'eux-mêmes s'ils le désirent. Il ne faut pas non plus s'adresser aux seules organisations réputées « gauchistes ». L'initiative politique doit être étendue aux groupes oppositionnels à l'intérieur du P.C.F., tels que le groupe « Unir-Débat », qui témoigne de la capacité de progression politique vers une orientation révolutionnaire dès lors qu'on a rompu avec le stalinisme, y compris parfois sur le seul problème de la démocratie interne. Ne pas s'adresser à ces militants serait négliger une des composantes essentielles de l'organisation à construire.

Il faudra mener très sérieusement ces débats avec l'ensemble des acquis politiques et programmatiques du parti. (Contrôle ouvrier notamment.)

Au-delà des campagnes propagandistes

Mais ces débats même publics ne sont pas l'essentiel permettant de progresser réellement vers l'unification des révolutionnaires. Ils ne sont que la partie diplomatique du processus. La meilleure garantie quant au type d'organisation à construire avec qui et pour faire quoi, reste encore l'unité à la base chaque fois que possible et l'expérimentation d'actions de masse communes. La campagne sur l'armée avec la L.C. et la campagne sur les transports avec L.O. (bien que limitée à certaines

régions) ont été pour l'essentiel positives. Elles ont permis une plus large audience de masse que chaque groupe seul n'aurait pu recueillir ; elles ont mis le doigt sur une incapacité du P.C.F. à lutter sur tous les terrains permettant des affrontements de classe même si la lutte sur le terrain de la production reste principale. Mais ces campagnes, tout comme la candidature du 12^e arrondissement ne sont pour l'essentiel que des actions propagandistes. Cela est important mais secondaire au regard de l'unification des révolutionnaires. Il faut maintenant aller plus loin et mener des actions de masses en commun dans les différents secteurs d'intervention. C'est à travers ces luttes de masse menées ensemble selon une orientation commune que progressera réellement l'unification des révolutionnaires avec les vrais révolutionnaires : ceux qui sont sur le terrain confrontés aux luttes de masse. Chaque secteur de lutte du parti devra discuter avec les organisations révolutionnaires les plus concernées. L'unification avec la L.C. ou L.O. ne ferait guère avancer les luttes de masse dans le secteur paysan. L'interlocuteur principal vient ici d'autres horizons politiques. De la même façon c'est principalement une discussion avec la L.C. qui est nécessaire sur les conditions de la reconstruction d'une organisation de masse du mouvement étudiant. Dans le secteur ouvrier, L.O. sera très souvent notre interlocuteur principal. Nous savons bien que la lutte des classes ne se découpe pas en tranches ou en secteurs. Mais nous n'y pouvons rien si les interlocuteurs changent quand on change de secteur. L'unification réelle des révolutionnaires débouche sur la construction d'une organisation révolutionnaire de masse passe — qu'on le veuille ou non — par le test

d'actions de masse menées en commun dans les différents secteurs. Les contours du regroupement révolutionnaire nécessaire se fixeront ainsi pour ainsi dire d'eux-mêmes ou plus exactement à l'épreuve et sous le contrôle des masses.

Cette double démarche — discussions politiques globales et actions de masse — évitera les dangers de l'immobilisme comme d'un regroupement trop prématuré, trop partiel ou trop instable. La responsabilité historique du P.S.U. dans la construction du parti révolutionnaire est trop grande pour que l'on traite le problème à la hâte. Le débat est maintenant ouvert au sein du parti. Il doit être mené correctement jusqu'à son terme. Mais le Conseil national devra amorcer le processus d'unification. Il devra notamment :

- s'adresser aux différents groupes afin de discuter des conditions, de la nature et de l'orientation du regroupement révolutionnaire nécessaire ;

- il devra approuver les actions déjà menées avec L.O. et la L.C. et prendre les initiatives nécessaires afin de prendre part au débat que ces organisations ont déjà engagé en vue de leur fusion ;

- décider le principe de discussions secteur par secteur avec les interlocuteurs intéressés sur les conditions susceptibles d'amplifier et d'assumer la direction des actions de masse en commun, sur la conception du rôle du syndicat, comme sur l'intervention propre des militants révolutionnaires sur le milieu (bulletins, meetings communs, etc.) ;

- décider des mesures à prendre pour une meilleure préparation politique de l'ensemble du parti au débat et aux actions de masse avec les groupes.

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

Des choix décisifs

Marcel Llabres (Bouches-du-Rhône)

critique socialiste

pour une théorie et une pratique révolutionnaire

Revue théorique du Parti Socialiste Unifié. Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître. En vente à « Editions Syros », 54, boulevard Garibaldi, Paris. C.C.P. 19.706.28.
 ● L'exemplaire : 5,00 F.
 ● Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

Si l'ordre du jour du Conseil National de juin était maintenu, à savoir pour point principal le contrôle ouvrier, une fois de plus le P.S.U. ne pourrait aborder que par la bande la question centrale posée aujourd'hui à tous les militants révolutionnaires, la question de la construction par les masses de leur parti révolutionnaire, de leur parti communiste.

Il y a deux manières de concevoir la construction du parti révolutionnaire :

- une manière erronée et bureaucratique qui consiste à penser qu'elle se fera par la discussion puis la fusion de groupuscules, c'est le sens du « message » à la Ligue et à Lutte Ouvrière qui sera proposé au vote des fédérations au Conseil ;

- une manière dynamique, insérée dans le mouvement réel des masses, qui part d'une double constatation historique : il n'y a pas de parti révolutionnaire hors des masses, une alliance bureaucratique ne tient que le temps d'une élection.

En conclusion, la question des alliances et des compagnons de route reste une question importante, certes, mais archi-secondaire. La question fondamentale reste : comment s'insérer dans les masses, quel style de rapports masse-parti, parti-masse mettre en place, etc.

En fait, pour sortir de l'impasse de la situation actuelle il n'y a qu'une solution : renouer avec les masses, démasquer l'adversaire, unir le peuple autour de la classe ouvrière, mettre dans la lutte l'idéologie prolétarienne au poste de commande.

Concrètement cela veut dire : abandonner toute conception de « coups » même si on les appelle exemplaires car ils sont l'œuvre de minorités et de couches sociales bien souvent ambiguës, porteuses plus souvent de révoltes que de révolutions.

Reprenons à partir d'une lutte menée dans une cité d'habitation « Le Parc Kallisté ». Comment les masses elles-mêmes posent la question de leur parti.

Voici les faits : Des menaces d'expulsion. Des militants y réfléchissent (cinq dont un seul habitant la cité), sortent un tract appelant à une réunion.

40 présents décident de s'organiser et

d'appeler à une manifestation devant le local du gérant. 100 à 120 présents décident de s'organiser par blocs. Les blocs se réunissent, forment les cellules de lutte de base, décident la création d'un comité d'action et de défense des habitants de la cité.

Une expulsion est annoncée, décision collective de s'opposer par tous les moyens à celle-ci. Le jour de l'expulsion toute la cité, soit aux fenêtres, soit directement dans la rue pour résister à l'expulsion. A 18 heures, l'expulsion n'ayant pas eu lieu, décision de séquestrer le gérant, à 19 heures, un nouveau bail était signé.

La semaine suivante, ceux qui ont participé de plus près à la lutte se retrouvent autour du thème « victoire à Kallisté mais qu'est-ce que cela change ? ». Sortie d'un tract « Servons-nous de l'expérience de Kallisté ».

A toutes les étapes de la lutte, il a fallu :

- opposer une ligne de masse à une ligne individuelle ou putschiste ;

- unir l'ensemble des habitants de Kallisté autour de l'idéologie de la classe ouvrière ;

- repousser et faire repousser toutes les tentatives de récupération venant soit des bureaucrates de la fédération P.S.U. (voulant se donner des médailles), soit du P.C.M.L.F. (voulant s'autoproclamer parti révolutionnaire) ;

- poser au fur et à mesure du développement de la lutte la question de la création du parti révolutionnaire

Voilà ce qui pour nous devrait être l'axe principal du prochain Conseil National.

A partir des expériences de luttes que nous possédons, comment contribuer à la construction du parti révolutionnaire, autour de quelle idéologie, de quelle stratégie, de quelle base de classe ?

Si de telles questions fondamentales n'étaient pas abordées, ou simplement d'une manière abstraite non engageante, cela amènerait bon nombre d'authentiques militants révolutionnaires à comprendre qu'ils n'ont plus rien de commun avec ce parti néo-social-démocrate que devient de plus en plus vite le P.S.U. □

La victoire des Palestiniens

Henry Rosengart

La révolution palestinienne vient donc, une fois de plus, de résister victorieusement à la plus violente tentative encore entreprise par la réaction arabe pour la réduire au silence. Le peu de soutien dont elle a joui de la part des capitales arabes (à l'exception de la Syrie, qui ne devait prendre parti pour elle que dans la nuit du 11 au 12 juin) est très significatif. « Le danger nous menace tous », s'est écrié le président Nasser...

Ce qui ressort le plus clairement de ce nouveau conflit, c'est que dans les capitales arabes comme dans la presse écrite et parlée bourgeoise en France, on a tenté de masquer la cause réelle en grossissant démesurément l'importance de prétendus « éléments extrémistes » palestiniens, et en particulier du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (F.P.L.P.) de Georges Habbache. Ainsi Nasser, a-t-il pu, par ce moyen, renvoyer dos à dos les « extrémistes des deux bords », afin de faire oublier le fait que les organisations palestiniennes, El Fath à leur tête, faisaient front unanimement. « Cette émeute (sic) — a déclaré Nasser, — est le résultat de la division du monde arabe entre partisans d'une gauche exaltée et irresponsable et d'une droite qui a atteint le stade de la trahison. C'est pourquoi la révolution du 1^{er} septembre, en Libye, a proclamé le mot d'ordre : « ni gauche, ni droite ! » Cette précision en dit long, et sur la nature du régime nassérien, et sur celle du régime libyen.

C'est dire si la presse bourgeoise est entrée dans le jeu. A l'en croire, le F.P.L.P. aurait été au centre du combat et aurait imposé ses vues à un Fath considéré comme trop mou. Tous les titres, tous les commentaires ont tenté d'imposer cette interprétation des faits. Mais il suffit de lire les articles d'un peu plus près pour constater que celle-ci ne repose sur rien. C'est pourquoi il nous a paru important de dégager de l'in vraisemblable confusion des informations qu'on nous offrait ce qui en ressort essentiellement, jour après jour. La seule lecture du résumé que nous donnons montre, mieux que n'importe quelle analyse, l'enjeu réel du combat.

DIMANCHE 7 — Sanglants incidents à Zarka, près d'Am-

man, à la suite d'une provocation de l'armée jordanienne. Des Palestiniens sont faits prisonniers. Le F.P.L.P. enlève, dans la soirée, le premier secrétaire de l'ambassade U.S., Morris Draper. Les Palestiniens proposent que : 1) les prisonniers soient relâchés ; 2) Draper soit libéré ; 3) le chérif Nasser ben Jamil, oncle d'Hussein et chef de l'armée jordanienne, soit destitué. Hussein n'accepte que les deux premières propositions.

LUNDI 8 — Hussein préside une réunion de dirigeants jordaniens. Aussitôt après, d'importantes forces de police prennent position autour de la ville. Dans la soirée, le Commandement Unifié de la Résistance Palestinienne (C.U.R.P.) enjoint au F.F.L.P. de libérer Morris Draper. Le F.P.L.P. s'incline.

MARDI 9 — A 2 h 30 du matin, l'armée jordanienne attaque. L'infanterie royale prend d'assaut le siège du Commandement de la Lutte Armée Palestinienne (C.L.A.P.). Riposte d'El Fath et d'autres organisations palestiniennes : elles prennent le contrôle de plusieurs quartiers, érigent des barricades, etc. Les combats de rues font rage. On dénombre déjà une centaine de morts, civils pour la plupart. Dans la matinée, le roi Hussein échappe à un attentat. Le représentant du C.C. palestinien au Caire accuse les éléments contre-révolutionnaires jordaniens d'être responsables de cet attentat, qu'ils tentent de mettre au compte de la résistance palestinienne afin de la liquider. Radio Amman fait état d'un télégramme de Yasser Arafat félicitant Hussein d'être sain et sauf et lui adressant ses « meilleurs vœux de bonheur et de sécurité ». Tout le contenu de ce télégramme est démenti par El Fath... A midi, le F.P.L.P. occupe l'hôtel Jordan et fait 32 otages américains, anglais et allemands. Pendant ce temps, des groupes de fedayin donnent l'assaut à la prison centrale d'Amman et bombardent la centrale électrique. Un premier cessez-le-feu sera conclu, immédiatement saboté par les « milices spéciales » du chérif Nasser. Le soir, radio El Assifa (branche militaire d'El Fath) lance un appel à « tous les États frères et aux masses », leur demandant le soutien « effectif, concret et immédiat aux combattants palestiniens dans leur lutte con-

tre la réaction et l'impérialisme ». Les capitales arabes, y compris Damas, répondent timidement... Le représentant au Caire du C.C. palestinien donne une conférence de presse : il offre le cessez-le-feu immédiat, accuse les « milices spéciales » d'exécuter « les ordres des comploteurs et des éléments traîtres », et fait enfin ouvertement état d'un complot contre les palestiniens. Il exige la mise en jugement des responsables.

MERCREDI 10 — Un accord en 10 points est signé à l'aube entre Hussein et Arafat. Le point 7 implique la constitution d'une commission d'enquête commune et des sanctions contre les responsables ainsi déterminés. Le calme semble régner à nouveau. Des patrouilles mixtes circulent. En début d'après-midi, des blindés jordaniens (notamment la légion bédouine) foncent vers le Djébel Hussein (où siège le C.L.A.P.) et le camp Wahdate (où siège le F.P.L.P.), alors que radio Amman annonce le calme revenu ! De violents accrochages s'ensuivent. Les organisations palestiniennes, *El Fath en tête*, engagent le combat. Intense duel d'artillerie. Un communiqué du Fath annonce que toutes les forces armées jordaniennes du Nord et une partie de celles d'Amman sont solidaires des Palestiniens, et ajoute que ceux-ci ont « pu maîtriser totalement la situa-

tion dans toutes les villes jordaniennes ».

JEUDI 11 — Georges Habbache, leader du F.P.L.P., ne reconnaît pas l'accord en 10 points de la veille. Il exige notamment le limogeage de tous les « éléments contre-révolutionnaires », mais *qu'il ne désigne pas nommément* (promettant de fournir une liste ultérieure). Peu après, un communiqué du Fath rejette sur les autorités jordaniennes « l'entière responsabilité des tueries qui se poursuivent », suspecte ouvertement les milieux responsables jordaniens « d'être liés étroitement à la C.I.A. » et exige *explicitement* le limogeage du chérif Nasser ainsi que de l'émir Hassan (frère du roi) et du général Saïd Ben Chaker (cousin du roi). La légion bédouine et les gardes royaux continuent à bombarder les camps de réfugiés. On annonce mille morts dans l'après-midi. El Fath déclare que les trois dirigeants du complot sus-nommés ont choisi, pour attaquer la résistance palestinienne, le moment où tous les dirigeants de celle-ci étaient réunis au Caire. Dans la soirée, le roi fait un « appel pathétique » à la « paix et à la concorde »... mais ne dit mot de l'exigence formulée au sujet des trois dirigeants jordaniens. Radio El Assifa réplique en attaquant violemment Hussein et son régime, accuse l'ambassadeur U.S. de soute-

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rappel des numéros disponibles :

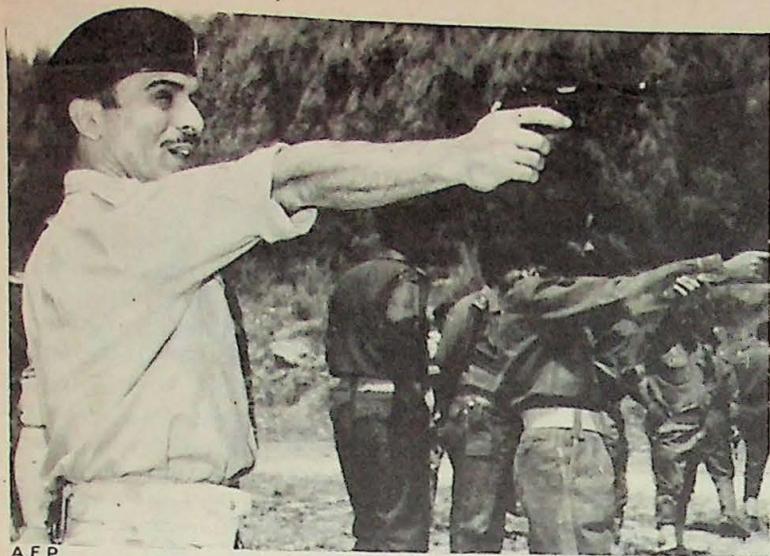
- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.



A.F.P.

nir l'émir Hassan et les autres qu'elle traite de « clique de la C.I.A. ». « Qui donc gouverne à Amman ? » demande-t-elle. « Qui a ordonné de tirer sur le peuple ? »

Quelques heures plus tard, El Fath précise également que « jusqu'au 11 juin à 22 heures, le F.P.L.P. de Georges Habache n'a pas participé aux combats », ajoutant que les organisations ayant lutté

aux côtés d'El Fath sont le F.P.D.L.P. et la Saïka. Enfin radio Amman diffuse un message du roi Hussein : celui-ci cède et accepte de destituer les trois comploteurs, « dernière et ultime concession », déclare-t-il. Dans la nuit, la Syrie annonce qu'elle se tient aux côtés de la résistance palestinienne.

VENDREDI 12 — Les combats cessent à Amman avant

l'aube. Les otages détenus par le F.P.L.P. sont libérés. Le C.C. palestinien se réunit sous la présidence d'Arafat. El Fath demande la dissolution de toutes les organisations paramilitaires créées par le chérif Nasser. Les mille morts sont presque exclusivement des réfugiés des camps, en majorité des femmes, des vieillards et des enfants, que l'armée jordanienne a pris pour cible principale. Les blindés des chefs limogés se retirent d'Amman, qu'ils encerclent. Hussein se retire dans son habitation à 14 km de la ville. Les Palestiniens investissent tous les quartiers. La Fédération des ouvriers jordaniens déclenche une grève générale pour exiger la punition des chefs du complot. Dans l'après-midi, *Washington annonce la mise en alerte de la 82^e division aéroportée U.S.*, stationnée à Fort Bragg, Caroline du Nord (Fort Bragg est un des deux grands centres de formation de Bérêts Verts, et la 82^e division est chargée de maintenir « l'or-

dre » dans le monde entier, notamment en Amérique latine. C'est elle qui a été envoyée à Détroit, au cours de l'été 1968, pour réprimer les émeutes noires... On se souvient aussi qu'en 1958, les marines U.S. avaient débarqué à Beyrouth, tandis que les paras britanniques se portaient au secours du roi Hussein... Dans la soirée, radio El Assifa annonce que la destitution des chefs du complot n'est que « le début d'une victoire du peuple » et que « la liquidation des traîtres ne fait que commencer ».

SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 — Le calme est revenu. La vie civile reprend. Yasser Arafat, président du Comité Central Palestinien, met les U.S.A. au défi d'envoyer leur 82^e division. *S'ils le font, déclare-t-il, « nous leur dirons : bienvenue au nouveau Vietnam ! »* Prenant la parole après lui, N. Hawatmeh (F.P.D.L.P.) et Y. Amer (Saïka) se déclarent totalement solidaires du C.C. dont ils font partie.

LUNDI 15 — Reprenant une fois de plus l'idée fixe qu'elle n'a cessé d'imposer par ses titres, par ses commentaires, et *en contradiction formelle avec les informations qu'elle donne par ailleurs* (et que nous n'avons fait que reprendre !...), la presse bourgeoise clame : « les extrémistes ont imposé leurs vues au Fath ! » « Georges Habache, grand vainqueur ! ».

La vérité étant révolutionnaire, on comprend que la bourgeoisie tienne à la masquer. Mais le brouillage des ondes n'empêche jamais la vérité de percer. En l'occurrence, la révolution palestinienne, unie autour du Comité Central, vient d'emporter une éclatante victoire sur la contre-révolution arabe. Celle-ci est désormais prévenue :

« Nous n'avons pas utilisé plus de 10 % de nos forces », a dit Yasser Arafat. « Notre problème a été de trouver quelque chose à faire pour les 90 % qui restaient... »

Vorster à Paris !

M. Michel Rocard appelle l'attention de M. le ministre des Affaires étrangères sur les graves répercussions internationales de la visite officielle effectuée à Paris par M. Vorster, chef du gouvernement de la République Sud-Africaine.

Le monde entier est profondément indigné de la situation qui est faite par la minorité blanche d'Afrique du Sud à la population noire de ce pays, privée de tout droit politique

et condamnée, dans le cadre de l'apartheid, à un régime d'oppression policière permanente et de travail forcé.

L'opinion s'inquiète en particulier des livraisons d'armes françaises à un tel gouvernement au moment où se développe une résistance populaire armée, tandis que les autorités de Prétoria ne ménagent pas leur soutien économique et militaire au pseudo-gouvernement de Rhodésie qui mène lui-même une répression violente contre sa population noire et menace directement la sécurité des Etats africains voisins comme la Zambie et la Tanzanie.

M. Michel Rocard demande à M. le ministre des Affaires étrangères si la fourniture d'armes au gouvernement raciste d'Afrique du Sud et la réception officielle de son chef, accueilli seulement en Europe par le Portugal, l'Espagne et la France, lui paraissent compatibles avec les protestations d'amitié aux peuples africains et avec le respect des résolutions des Nations-Unies. □

Grève de la faim à la Maison du Maroc

Le lundi 8 juin, huit résidents de la Maison du Maroc à la Cité Universitaire de Paris se sont mis en grève illimitée de la faim pour protester contre la décision de la Fondation nationale de la Cité de fermer cette Maison à partir du 15 juillet prochain.

Le lendemain, trois autres résidents et un membre du personnel se sont adjoints au premier groupe pour mener la même forme de protestation dans les locaux de la Cité Universitaire.

Deux des résidents grévistes ont manifesté de graves défaillances au terme de la sixième journée de grève. Ils ont été transférés à l'hôpital de la Cité Universitaire où ils ont décidé de continuer la grève de la faim. Ils ont été néanmoins immédiatement remplacés dans le hall de la Cité par quatre autres résidents. Ce qui porte le nombre des grévistes à quinze résidents et un membre du personnel.

Pourquoi une telle détermination dans la lutte ?

Il s'agit avant tout d'une dénonciation implacable d'une décision qui ne trouve aucun fondement logique. Les grévistes de la faim entendent, par la

forme même de protestation pour laquelle ils ont opté, alerter l'ensemble de l'opinion démocratique en France, face à une décision injuste qui entraînerait, si elle était appliquée, à la privation de logement deux cents soixante-sept résidents et, d'emploi, vingt et un membres du personnel de la Cité Universitaire. Par leur forme d'action, ils entendent protester contre une mesure qu'ils considèrent à juste titre comme une mesure de répression politique qui illustre la rencontre des intérêts de l'impérialisme français et du régime féodal de Hassan II.

Fermer la Maison du Maroc, cela veut dire, en clair, fermer un foyer progressiste des étudiants marocains résolus et actifs dans leur dénonciation du régime féodal au Maroc et de la répression conjuguée (celle de la bourgeoisie française et de la féodalité marocaine), qui s'abat sur les étudiants marocains, tant dans leur propre pays qu'en France : des exemples illustrant ces mesures de répression en France : mesures d'expulsion, arrestations d'étudiants marocains (Berraba, Mejdouli, Dunnati).

Le problème de la Maison du

Maroc ne s'est donc jamais présenté sous une forme syndicale pure. Il est un problème politique, et en tant que tel il dépasse le cadre strict de la Cité Universitaire.

Les participants au meeting de solidarité avec les étudiants marocains, tenu à la Cité Universitaire le jeudi 11 juin (les organisations suivantes y assistaient : P.S.U., P.C.F., Parti socialiste, Convention des institutions républicaines, U.N.E.F., C.G.T.) ont véritablement situé ce problème lorsqu'ils l'ont tous lié à l'action répressive du néocolonialisme français, action dont sont les victimes permanentes l'ensemble des travailleurs du tiers-monde, dans leur pays respectif ou immigrés, mais également les étudiants de ces pays.

Le problème est également situé à sa juste place lorsque les représentants des forces démocratiques en France le portent devant le Parlement et interpellent les ministres responsables.

Il doit être compris que la lutte que mènent les étudiants marocains est la lutte de tous les démocrates et de tous les révolutionnaires en France. □

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-34

Permanent de 14 h à 24 h

Courts métrages
interdits
aux moins de 18 ans

Brésil : des leaders syndicaux en danger

Le 18 mai, les leaders syndicaux brésiliens — Julio Djalma et José Barbosa Monteiro — ont été arrêtés à Cayenne par la D.S.T. et inculpés d'usage de faux. L'arrestation a eu lieu vers sept heures du matin, alors qu'ils se trouvaient en mer, à bord d'un bateau à destination du Brésil. C'est une vedette de la base de Kourou qui a arraisonné le bateau de commerce brésilien dans lequel ils voyageaient en compagnie d'ouvriers brésiliens retournant chez eux.

Ils ont été les seuls à avoir été arrêtés. Reconduits à Cayenne, la police française n'a

enregistré leur arrestation qu'à douze heures le 11, les incarcérant à la maison d'arrêt de Cayenne sous inculpation d'usage et fabrication de faux!

Que signifient les faits suivants ?

● L'arrivée à Cayenne du chef de la police de Belém (capitale de l'Etat brésilien de Para) ;

● La venue inopinée du commandant du camp militaire de l'Oyapoque (côté brésilien) ;

● L'arrivée d'une corvette de marine brésilienne ;

● La présence aux interrogatoires d'interprètes inconnus dans les milieux judiciaires de Cayenne qui posaient des questions en pleine connaissance de la situation politique intérieure du Brésil.

Ceci donne la mesure de l'intérêt de la police brésilienne envers la personnalité de deux « inculpés ».

Durement persécutés par la dictature militaire, les deux leaders syndicaux Julio Djalma et José Barbosa Monteiro ont été obligés de quitter temporairement le Brésil.

Les deux leaders syndicaux n'ont jamais atteint à la sé-

curité intérieure ou extérieure française et ne portaient sur eux aucun document ayant trait à la vie politique française.

La personnalité de Julio Djalma et José Barbosa Monteiro est celle de deux militants syndicaux opposés au régime dictatorial existant au Brésil.

Du fait qu'ils ont déjà été l'objet de persécutions de la part de la police brésilienne — face aux pratiques, largement connues, de la police politique du régime dictatorial brésilien ; par conséquent face aux risques qu'ils cour-

raient par une remise entre les mains de cette police, il serait inconcevable en regard des traditions de liberté républicaine de la France, au nom du respect des Droits de l'Homme et des principes démocratiques, que ces leaders soient expulsés vers le Brésil ou dans un autre pays où leur sécurité pourrait être compromise. C'est en regard de ces motifs qu'il faut envisager l'usage des faux par Julio Djalma et José Barbosa Monteiro. Il s'agissait pour eux de défendre leur propre sécurité, voire leur vie. Il est évident qu'ils ne pourraient rentrer que clandestinement au Brésil. L'usage des documents qu'ils possédaient ne porte pas atteinte à la sécurité intérieure de la France. De ceci il ressort nettement que leur acte est politique et doit être considéré comme tel : en aucun cas, on peut retenir contre eux une inculpation de droit commun.

Ces hommes Julio Djalma, marié, père de 9 enfants ; et José Barbosa Monteiro, marié, père de 6 enfants, ont risqué et risquent encore leur vie.

Leur arrestation créant de nouveaux problèmes pour leur sécurité, attendu toutes les considérations que nous avons mentionnées, il s'impose que le gouvernement français assure la libération immédiate de Julio Djalma et José Barbosa Monteiro, permette leur transfert en France et leur accorde l'asile politique ainsi que les garanties de sécurité et de survie face aux menaces qui pèsent sur eux de la part de la dictature brésilienne.

Il s'agit maintenant de faire appel aux personnalités de toutes convictions politiques ou religieuses, à toutes les organisations démocratiques pour qu'ensemble ils défendent ces deux Brésiliens persécutés, en faisant connaître les circonstances de leur arrestation et en se manifestant auprès du gouvernement français afin qu'ils ne soient pas livrés à la police brésilienne, qu'ils puissent être transférés en métropole, que leur libération soit prononcée et que l'asile politique leur soit accordé.

Un acte du gouvernement, allant dans le sens des hautes traditions républicaines et de liberté de la France, renforcerait l'amitié que se portent mutuellement le peuple brésilien et le peuple français. □

Des faits qui parlent

A l'ambassade de France à Rio

Dans la semaine du 8 au 15 mai 1970, un Brésilien persécuté par la police, s'est réfugié dans l'Ambassade de France à Rio de Janeiro et a demandé l'asile politique. Les autorités françaises ayant repoussé sa demande, cette personne s'est donné la mort dans les locaux de l'Ambassade en se tirant une balle de revolver dans la tête.

Enlèvement de la journaliste Vera, du journal « O Globo »

Plusieurs personnes se promenant dans un des quartiers de Rio ont assisté à la scène suivante : ils ont vu une jeune femme être littéralement arrachée du trottoir par des hommes passant en voiture et traînée sur plusieurs dizaines de mètres avant que ses ravisseurs arrivent à la placer à bord de l'automobile.

Les organismes de presse croyant sincèrement à un enlèvement, voulaient passer l'information. Ils ont reçu alors un coup de téléphone de la police leur interdisant de publier la nouvelle et expliquant qu'il ne s'agissait pas d'un enlèvement mais d'une arrestation.

Japona

D.O.P.S. — Département d'Ordre Politique et Social ; c'est-à-dire Police politique civile !

Operação Bandeirantes — regroupement des polices militaires : Air, Terre, Marine, polices spécialisées dans la lutte contre les différents mouvements révolutionnaires).

La D.O.P.S. et l'Operação Bandeirantes sont en concurrence sur les affaires politiques. Elles s'accusent mutuellement de trahison, de faiblesse, etc.

Ainsi lors de l'arrestation récente du militant révolutionnaire Japona, par la D.O.P.S., l'Operação Bandeirantes accusa celle-ci de « corruption » et de « collaboration avec les gauchistes » (!)

Comme la D.O.P.S. n'arrivait pas à tirer des aveux de Japona, l'Operação Bandeirantes a réclamé à celle-ci le militant, afin de l'interroger elle-même.

La D.O.P.S. ne voulant pas céder a préféré tuer Japona de la façon suivante : plusieurs policiers ont roué de coups et sauté sur le corps de Japona jusqu'à ce que mort s'ensuive.

La D.O.P.S. a envoyé le cadavre de Japona à l'Operação Bandeirantes.

Juarez Brito

Ce militant révolutionnaire, recherché par la police a été reconnu en compagnie de sa femme en plein centre à Rio :

Alors qu'il n'offrait aucune résistance la police l'a mitraillé, ainsi que sa femme.

Juarez a été tué, sa femme blessée.

Garrastazu Medici a déjà eu un procès par détournement de fonds publics

Le 16 mai 1945, la Suprême Cour Militaire a donné un habeas-corpus au major Emilio Garrastazu Medici et au

major de la réserve Nei dos Santos Braga. Avec trois autres officiers, ils avaient commis un vol. Garrastazu et son complice n'ont pas nié leur participation, ils ont seulement demandé un habeas-corpus, alléguant que le délai pour qu'ils soient jugés était déjà expiré.

Nei Braga a été jusqu'à récemment le gouverneur de l'état de Parana et Medici est l'actuel dictateur du Brésil.

La Volkswagen fait matraquer les ouvriers et ordonne qu'on tire sur eux

L'usine Volkswagen, de l'état de Sao Paulo, a licencié 4.000 ouvriers en 1969. Au début de cette année, elle décide d'embaucher 1.400 ouvriers. Elle fait afficher à l'entrée de l'usine l'offre d'emploi. Le 24 janvier, près de 15.000 chômeurs se présentent. De nombreux ouvriers avaient couché devant l'usine, pour garder leur place dans la queue. Ils ont attendu plusieurs heures. Comme la firme ne leur répondait pas, ils se sont révoltés et ont jeté un mur par terre. La direction de l'usine a appelé la police. La police montée, des policiers armés de matraques et de mitraillettes sont venus. Des grenades lacrimogènes ont été jetées. Les ouvriers ont été sauvagement tabassés.

Les jours suivants, le 26 et le 27 janvier, la scène s'est répétée. Des ouvriers cherchant du travail sont matraqués par la police de la dictature. Finalement, le 28 janvier, la police a tiré et a blessé plusieurs ouvriers.

Les impérialistes envahissent l'Amazonie et Bahia

Un tiers du territoire de l'Etat de Bahia a été vendu aux impérialistes nord-américains. Des politiciens et des autorités de la dictature ont participé directement à l'affaire : le sénateur Saulo Santos, les députés Plinio Lemos, Castro Costa, José Menque et les juges Adolfo Oliveira e Silva et Carlos Gomes de Barros. Les terres vendues sont très riches en minéraux et se situent sur la rive gauche du fleuve Sao Francisco.

Dans les dernières années, 20 millions des terres brésiliennes ont été achetées par des groupes américains. Ce sont des terres dans les Etats du Para, Mato-Grosso, Amazonas, Amapa, Rondônia, Maranhao, Roraima et Bahia.

Les noms de quelques-uns des acheteurs et la superficie des terres :

National Bolk Carries Company — 1.250.000 hectares, dans les Etats de Para et Amapa ;

Georgia Pacific — 400.000 hectares, au Para.

Robin Hollic Mac Glown — 600.000 hectares, au Para.

Une Commission d'Investigation Parlementaire créée en 1963, qui a pu fonctionner jusqu'en 1968, à la fermeture du congrès (13/12/68) par la dictature, a fait des enquêtes très importantes sur la pénétration du capital étranger et plus spécialement nord-américain (plus français, allemand, etc.) au Brésil. La Commission a fait remarquer qu'en ce qui concerne les terres achetées, celles-ci forment un véritable barrage isolant l'Amazonie du reste du pays.

● Extraits du journal LIBERTAÇÃO, de circulation clandestine au Brésil.

● Ce texte nous a été communiqué par des militants.

Les pavés de la haine

Gabriel Bedrossian

Ce premier roman de Georges Touroude révèle au public un écrivain de valeur, à la fois historien et romancier. Faisant suite à Vallès, il nous conte la Commune. L'auteur tente de faire partager au lecteur l'épopée lyrique que fut la Commune, ses personnages ne sont pas uniquement des bourgeois ou des prolétaires; il met en scène un vaste tableau, Paris, avec pour fil conducteur, l'histoire d'amour de Georges Baron, un journaliste républicain, et de Jeanne Bertrand, une jeune veuve de la haute bourgeoisie.

Par l'entremise de cette histoire d'amour, l'auteur expose une vue d'ensemble du Paris révolutionnaire; il permet au lecteur de partager la vie quotidienne de ceux qui, écœurés des manœuvres du gouvernement de Versailles, prirent les armes pour instaurer un nouvel ordre social où l'homme ne serait pas l'esclave de l'homme. Dans ce roman on ne parle pas des théoriciens, la seule pensée théorique existant dans ce roman, est la haine, la haine du prolétaire répondant à celle du nanti. Cette haine tient dans tout le livre, donnant ainsi une explication de certains excès qui marquèrent les derniers jours de la Commune.

Mais tout le livre n'est pas là; c'est avant tout un roman historique; le personnage principal, Georges Baron, travaille avec Vallès, il siège dans les différents comités de la Commune, il est partout, sur les barricades aussi, faisant ainsi découvrir au lecteur ce que furent les succès des ouvriers de Paris révoltés contre la bourgeoisie, le contenu des séances des divers comités et commissions, la lutte héroïque et désespérée de ces hommes et de ces femmes, qui sachant que tout était perdu se sacrifièrent pour un idéal.

Georges Touroude décrit aussi la répression, nous voyons la mort de Varlin, de Delescluze, de Millière. La sauvagerie meurtrière de la bourgeoisie s'abat sur les ouvriers de Paris, laissant en héritage, après les massacres, une haine que rien ne pourra

effacer ni pardonner. Le prolétariat parisien français ne pardonnera jamais, cela l'auteur le pense sincèrement.

Ce livre n'est pas une épopée de la Commune, au sens strict du terme « épopée », il est avant toute chose un appel au prolétariat français, un cri contre l'oubli de ce que fut l'immense espoir de la Commune. En ce sens ce roman

apparaît comme nécessaire au militant politique, il complète utilement le livre de Lissagaray.

En cette veille d'anniversaire, nous ne pouvions espérer un livre ayant une portée aussi importante car il joint l'analyse politique et la réflexion à l'agréable, c'est-à-dire au romanesque, chose assez rare de nos jours. □

La philosophie, conduite politique

Jacques Gallus

Le livre de notre camarade Jolivet est à l'image de son auteur. Ouvrage d'un militant politique et d'un philosophe, il nous rappelle que la philosophie ne peut poursuivre son objet si elle n'est elle-même militante. Constatation qui ne peut manquer de faire bondir nos professeurs et intellectuels « spécialisés » dans la réflexion et prêts à laisser à d'autres le soin de se salir les mains dans un autre domaine spécialisé : la politique (1).

En fait, comme nous démontre Jolivet tout au long de son itinéraire, la philosophie n'a jamais cessé d'être dans ses racines profondément subversive. Ce n'est pas un hasard si tous les régimes autoritaires d'hier ou d'aujourd'hui l'ont interdite ou tentent d'en limiter ses conséquences. De Hypolyte Fortoul, Ministre de l'Instruction publique de Louis Napoléon Bonaparte qui déclarait déjà : « Les discussions historiques et philosophiques conviennent peu à des enfants, il est temps de couper dans sa racine un mal qui a compromis l'enseignement public et excité les justes alarmes des

familles. », à notre cher ministre qui exclut les professeurs de philosophie « subversifs », il existe en effet une tradition qui ne se dément pas.

Mais d'où vient que la philosophie soit cette critique incessante et exacte de tout état social économique et culturel ? L'auteur en voit la cause dans sa racine même : la philosophie est quête constante de l'universel. Mais d'un universel effectif et non de cette réconciliation idéale de l'homme avec lui-même ou de l'homme et de la nature que nous présentent tous les systèmes philosophiques — y compris jusqu'à Hegel — chez qui « La philosophie devait confisquer pour elle-même la découverte de l'Histoire. »

Ce n'est donc qu'avec Marx que la philosophie se fait politique et conçoit que « la solution des oppositions théoriques elles-mêmes n'est possible que d'une manière pratique. » (cf. Manuscrits de 1844).

Dès lors la philosophie est action et plus précisément action politique, car la politique,

elle aussi, « en sa forme progressive consiste à agir sur la réalité sociale de façon à en faire advenir l'universalité concrète, c'est-à-dire à supprimer les aliénations et les absurdités et injustices qui en sont corrélatives. »

Recherche de l'universalité et de la réconciliation effective, voilà, dira-t-on, des termes qui sentent « l'humanisme », qualificatif aujourd'hui peu flatteur et qui se trouve généralement affublé dans nos milieux de l'adjectif « petit-bourgeois ». En réalité, Jolivet sait mieux que personne que le concept même « d'homme » est un concept historique dont la bourgeoisie a eu besoin depuis la Révolution française. Il n'oublie pas non plus la critique de l'humanisme faite par des sciences humaines et tout particulièrement par la linguistique, l'ethnologie et la psychanalyse. Mais, fait-il remarquer, « on ne passe pas de la constatation que l'homme est pris dans des structures », évidence que seul l'idéalisme peut nier « à la négation du problème humain » comme le font un peu rapidement un certain nombre de théoriciens contemporains.

Débat académique, dira-t-on, qui n'intéresse que les philosophes ? Certainement pas : de la réponse que l'on donne à ces questions dépend finalement la conception même du socialisme et des moyens de la lutte nécessaire pour le réaliser. Car, ajoute l'auteur critiquant en cela Althusser, « Si l'on peut faire une théorie du socialisme qui néglige, comme sans importance, tout ce qui peut le faire préférer au capitalisme, on perd alors tout le côté psychologique, moral, philosophique de la chose pour n'avoir plus devant soi que la pure constatation d'un processus historique — dont on comprend mal dès lors pourquoi les peuples y contribuent. »

En nous relatant ainsi modestement ses conclusions de militant et de philosophe, Jean Jolivet nous rappelle fort à propos que si la philosophie meurt de ne pas être politique, l'action politique elle-même a tout intérêt à se poser la question philosophique de ses motivations et de ses fins. □

(1) « La philosophie, conduite politique », de Georges Touroude, édit. Albin Michel.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
32.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

La deuxième loi scélérate

Jacques Ferlus

Le 11 juin dernier le Tribunal de grande instance de Lyon condamnait le P.D.G. des établissements Gabriel (métallurgie) de Villeurbanne à six mois de prison avec sursis pour entrave à la libre désignation de candidats aux élections de délégués du personnel.

En septembre 1968, pour des raisons économiques, deux militants C.G.T. de l'entreprise avaient été licenciés sans l'autorisation de l'inspection du travail. Les deux ouvriers estimant leur licenciement illégal décidèrent de se considérer comme faisant toujours partie du personnel. Ils restèrent chez eux durant un an. En septembre 1969 ils font acte de candidature aux élections des délégués du personnel. D'autorité le P.D.G. refuse leurs candidatures et raye leurs noms des listes. Cet état de chose ayant été constaté par l'inspecteur du

travail, la C.G.T. porta l'affaire devant les tribunaux. La peine qui vient d'être infligée à ce P.D.G. apparaît comme particulièrement sévère, mais en fait il en coûte beaucoup moins cher de se débarrasser de deux militants que de dérober quelques victuailles à l'étalage d'un épicer spécialisé dans l'alimentation des P.D.G.

Qu'on se rassure, pour un patron condamné combien ne sont jamais inquiétés? La répression anti-ouvrière est, à des degrés divers, un sport qui se pratique dans presque toutes les entreprises.

● Pas-de-Calais

Dans diverses entreprises d'habillement du Pas-de-Calais le patronat ne peut tolérer que la main-d'œuvre féminine s'organise pour défendre ses droits. Dès que les militantes se ré-

volent rien n'est négligé pour qu'elles se dégoûtent à jamais de s'occuper des affaires des autres. Ici, deux déléguées sont régulièrement oubliées au moment des augmentations. Là, la prime d'assiduité est supprimée à celle qui a pris, avec l'autorisation de la direction, deux jours de congé-éducation. Ailleurs, c'est la menace de licenciement à toutes les ouvrières d'une chaîne si leurs déléguées utilisent le temps qui leur est accordé par la loi.

● Paris

Daniel (20 ans) n'est pas militant syndical, seulement adhérent à la C.G.T. Il a l'habitude de dire ce qu'il pense au patron, à ses supérieurs, à ses camarades de travail. Les supérieurs et le patron n'aiment pas ça; les copains sont un peu affolés, car dans l'usine il vaut mieux se tenir tranquille. Quand on parle de Daniel on dit: le gauchiste. Parce qu'il parle un peu trop souvent de choses assez justes, Daniel se voit régulièrement infliger des blâmes, c'est-à-dire des retenues sur son salaire. Le mois dernier il a gagné 750 francs. Son salaire mensuel est de 1.400 francs.

● Toulon

A la clinique Saint-Roch le personnel travaille 46 heures par semaine pour un salaire de 43 heures. Les jours fériés travaillés ne sont jamais payés. Et lorsque le personnel ose demander des élections de délégués le patron rétorque: «Le premier qui vote je le vire. Si vous ne votez pas on oublie tout.»

● Le Mans

Après la grève qui s'est déroulée dans son entreprise au mois de mars dernier, Gérard Bollée signait avec les syndicats un accord qui stipulait notamment qu'aucun travailleur ne serait inquiété pour fait de grève. Cela ne l'empêchait pas quelques jours plus tard de licencier Francis Frémiault militant C.F.D.T. Et cela sans avertissement, sans motif, pour le plaisir. Le lendemain Gérard Bollée embauchait un remplaçant.

Moins que jamais le patronat ne se prive de réprimer toutes les formes de l'action ouvrière dans l'entreprise. Plus les travailleurs ont de raisons d'être mécontents, plus il faut

savoir les casser. Mieux, pour éviter tout ennui, il est préférable de faire constamment la preuve de son autorité pour éviter le moindre petit mouvement. Dans cette perspective, ce n'est pas les organisations syndicales qui doivent être particulièrement visées mais chaque travailleur.

Le scandale des règlements intérieurs

Les patrons les plus vicieux ne sont pas forcément ceux qui refusent les syndicats ou les comités d'entreprises, ce sont ceux qui savent rédiger un bon règlement intérieur. Ce règlement est obligatoire dans toutes les entreprises de plus de vingt salariés. C'est le patron qui décide seul de son contenu. Il lui est tout juste demandé de le présenter au comité d'entreprise, mais il n'est pas obligé de tenir compte de ses remarques. Lorsqu'un travailleur est embauché dans une entreprise, il accepte tacitement ce règlement sur lequel il n'a aucun pouvoir et qui, aux yeux de la loi, a valeur contractuelle. Ainsi, selon l'inspiration du patron, ce travailleur pourra être puni parce qu'il aura parlé à son voisin, qu'il aura chanté, qu'il sera allé faire pipi sans autorisation, que son supérieur estimera qu'il n'a pas été salué avec assez de déférence...

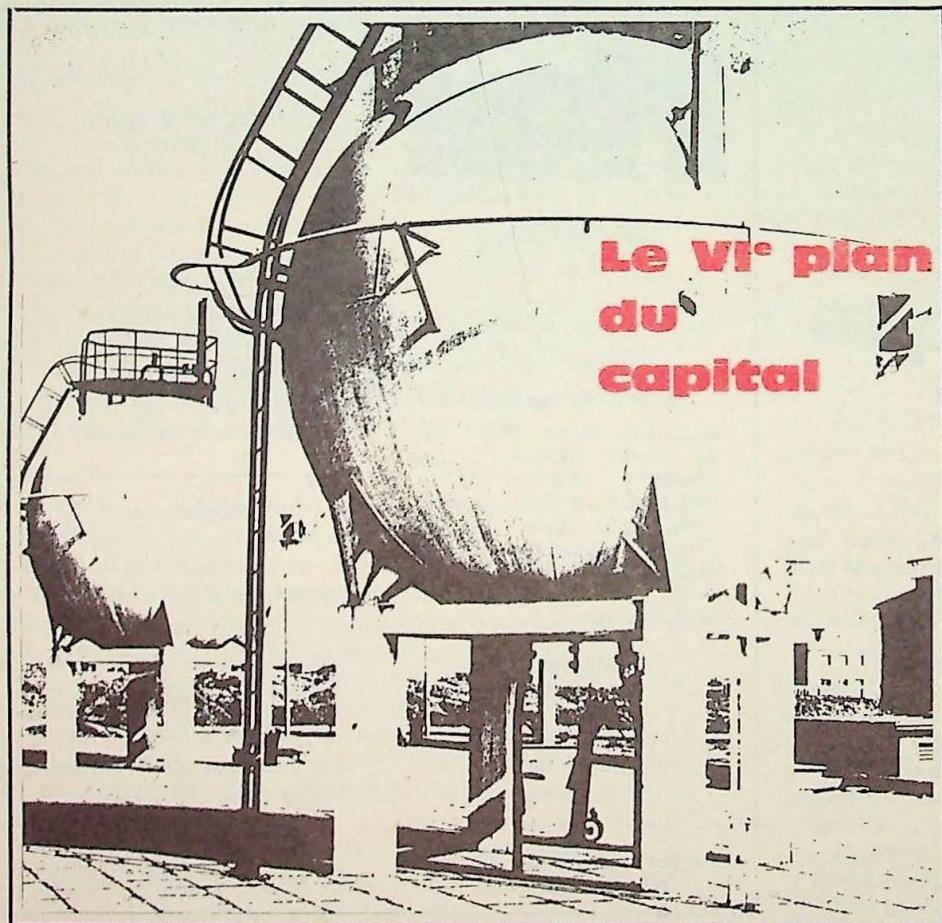
La répression est ainsi légalement organisée dans l'entreprise, et parfois particulièrement bien.

Maitre absolu dans l'entreprise, le patronat veut plus. Il souhaite pouvoir pratiquer la répression sans risque. Il est en effet peu agréable de se voir condamner, comme le P.D.G. des Ets Garnier, à quelques mois de prison lorsqu'on commet une erreur de manœuvre. Et puis, maintenant qu'on est à peu près certain que les syndicats ne manifesteront plus dans la rue, il faut également les bâillonner sur les lieux de travail. C'est pour cela que le patronat est impatient de voir voter le projet de loi sur les chambres sociales, loi qui finira de rendre inefficaces les inspecteurs du travail et enlèvera toute prérogative importante aux conseils des prud'hommes.

Jusqu'à maintenant, les tribunaux se bornaient à constater si un licenciement refusé par l'inspecteur du Travail était régulier ou ne l'était pas. Désormais, ils pourront, à la demande du patronat, apprécier l'opportunité de la décision et, éventuellement, l'annuler. Le nombre des licenciements de militants pour des raisons soi-disant inhérentes à la situation économique de l'entreprise risque de considérablement augmenter.

Depuis de nombreuses années, chaque catégorie professionnelle élisait ses représentants au conseil des prud'hommes, ce qui permettait la présence de travailleurs dans des débats juridiques importants. Avec la nouvelle loi, cette représentation des travailleurs sera supprimée au bénéfice d'assesseurs désignés, ce qui permettra d'écarter les salariés compétents en la matière. Pour couronner le tout, les syndicats n'auront plus le droit de demander des dommages et intérêts et ils ne pourront pas intervenir en tant que tels devant les chambres sociales s'ils ne peuvent justifier d'un préjudice personnel et direct dans l'entreprise.

C'est véritablement une deuxième loi scélérate qui se prépare. Décidément, il n'y a plus en ce pays que deux catégories: les flics et les autres. Les premiers cherchent des complices, les seconds ont besoin de camarades... □



Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS